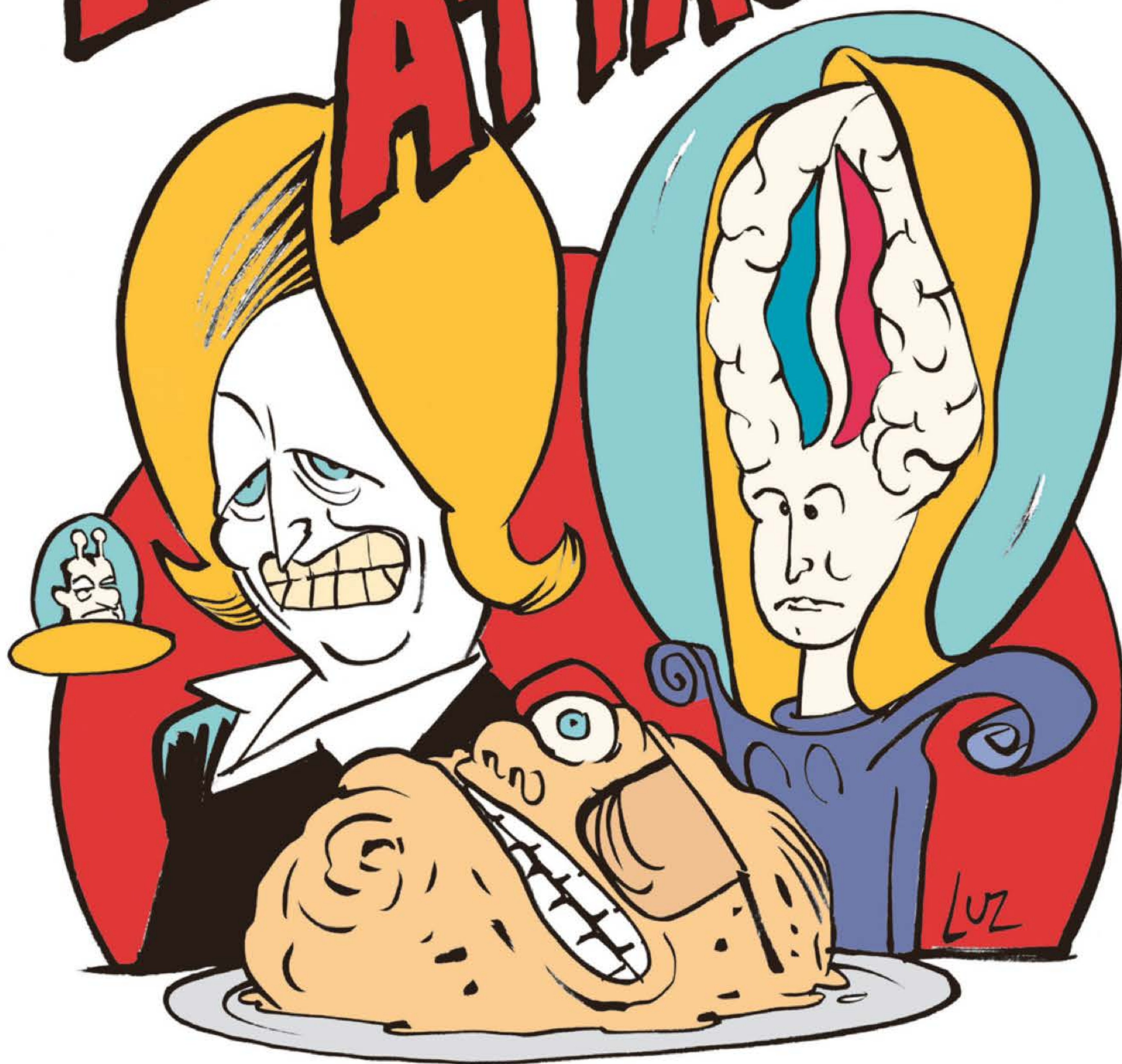


CHARLIE HEBDO

LE PEN ATTACKS!



ENQUÊTE



Dans un rapport de 1998, le fisc tournait déjà autour des villas de luxe louées par les Balkany à Saint-Martin, appartenant officiellement à de mystérieuses sociétés implantées dans des paradis fiscaux. Mais il a fallu attendre 2015 pour que chute le couple infernal...



SARKOZY ET LE BOULET BALKANY

Alors que certains dossiers judiciaires s'éloignent de l'ancien président, l'affaire Balkany pourrait finalement plomber le revenant de la politique. Les deux meilleurs amis, élus tous deux maires dans les Hauts-de-Seine en 1983, l'un à Neuilly et l'autre à Levallois, partagent tant de vilains petits secrets qu'il ne serait pas étonnant que les juges s'entêtent à creuser cette piste. Ils ont déjà mis en examen l'associé de Sarko dans son cabinet d'avocats : Arnaud Claude est suspecté d'avoir aidé les Balkany à planquer une propriété marocaine et quelque menue monnaie aux yeux du fisc. Mieux encore : comme l'avait révélé Charlie en septembre 2014, les Balkany prenaient régulièrement en charge, et en espèces s'il vous plaît, des voyages de la première femme de

BALKANY

DIX-SEPT ANS D'IMPUNITÉ

Plus c'est gros et plus ça passe : ce fut souvent le cas avec Patrick Balkany, dont les saillies verbales hautes en couleur, les dérapages contrôlés, comme sa condamnation judiciaire, suivis de sa réélection à Levallois et à l'Assemblée, rythmaient jusqu'à présent la petite musique de l'impunité des politiques...

Les ficelles, pourtant, étaient grosses comme les câbles tendus sous les océans... Le meilleur ami de Sarkozy, fraîchement mis en examen et privé d'immunité parlementaire à l'unanimité, intéresse les juges et le fisc depuis tant d'années ! Jetons un œil désabusé sur ce rapport de la Direction nationale des vérifications de situations fiscales (DNVSF) retrouvé par Charlie, une brigade d'empêcheurs de frauder tranquille pour les particuliers dotés de gros revenus. Ce document daté du 10 août 1998 résume déjà les doutes et les suspicions que le couple Balkany suscite alors dans ses rangs. Constatant que la séparation du couple, intervenue le 22 novembre 1995, est susceptible d'avoir été voulue « *uniquement* » dans un « *but fiscal* », c'est-à-dire pour éviter d'avoir à régler l'ISF, les enquêteurs se sont mis à la chasse aux preuves. En vain. Madame se dit domiciliée au moulin de Cossy, à Giverny (Eure), et fournit des « *factures EDF* » établies « *uniquement* » à son nom. Quant au beau Patrick, les agents des impôts constatent que les factures EDF de ses différents domiciles (à Paris XVII^e, à Paris VIII^e, puis dans l'île de Saint-Martin) sont, là encore, « *établies au seul nom de Monsieur* ». Ils observent bien que les baux de location de ses adresses successives n'ont jamais été fournis, mais cela ne les gêne pas plus que cela.

HONNEUR AUX « CHIENS »

Mais, le plus fort, c'est que les doutes sur l'identité des véritables propriétaires des villas de luxe louées par les Balkany à Saint-Martin titillent déjà les enquêteurs. Ils constatent ainsi qu'un contrat de location pour l'une des demeures a été signé en 1997 avec une société du Liechtenstein, Real Estate ; ils ont entendu parler d'une autre structure, Bellec, immatriculée dans ce paradis fiscal niché au cœur de l'Europe, et posent la question noir sur blanc : « *Les époux Balkany sont susceptibles de détenir [...] une des deux sociétés Bellec et Real Estate, voire les deux.* » Mais pas de bol : impossible d'en « *identifier les véritables détenteurs* ». Comme c'est bête. Ce sont exactement ces deux sociétés qui, décorées par la justice en 2015, font chuter les Balkany. Madame l'a reconnu devant les flics, elle était bien officieusement la propriétaire de la Maison du soleil, rebaptisée plus tard en Villa Pamplémousse, mais s'affichait en simple loca-



taire. Un joli montage susceptible de fraude... Et qu'en est-il de Sérénia, une demeure située en bord de mer, appartenant à la société Bellec et revendue en 2002 ? Elle était probablement également détenue en douce par le couple infernal. Les agents du fisc constataient d'ailleurs en 1998 que Balkany aurait utilisé à l'époque le pseudonyme « *Bellec François* ». Dans l'annuaire local, ce fameux monsieur Bellec habitait dans ladite villa... Quant aux autres suspicions du fisc d'alors, selon lesquelles Isabelle Balkany serait peut-être administratrice d'une société russe basée à Moscou, CIEC Engineering, elles n'ont pas été étayées.

Bref, il aura fallu dix-sept ans pour en arriver là. À en croire l'enquête menée au parquet financier, qui s'intéresse aussi à un riad acquis en 2010 à Marrakech, les Balkany auraient bel et bien mis en place un « *schéma sophistiqué de fraude* ».

Balkany a en tout cas mis à profit ces nombreuses années, bataillant pour éviter de rembourser à la mairie de Levallois une partie de sa dette, suite à sa condamnation en 1999 par la chambre régionale des comptes à rembourser les salaires d'agents de la Ville qu'il utilisait à son propre service. En 2011, ouf : le ministre des Finances, François Baroin, rejette la énième demande de Balkany et refuse de lui faire cadeau des intérêts de la somme.

Dans un communiqué grandiloquent et accablant, le maire de Levallois, qui risque désormais de devoir donner son passeport au juge, a jugé

« *insupportable, voire douloureux, d'être ainsi jeté aux chiens* », sans préciser, comme Mitterrand autrefois, qui étaient ces « *chiens* » dont il serait la victime. On imagine surtout le supplice de Balkany que de devoir rendre des comptes aux autorités de la République...

Laurent Léger



ÇA SERT À RIEN D'ALLER VOTER

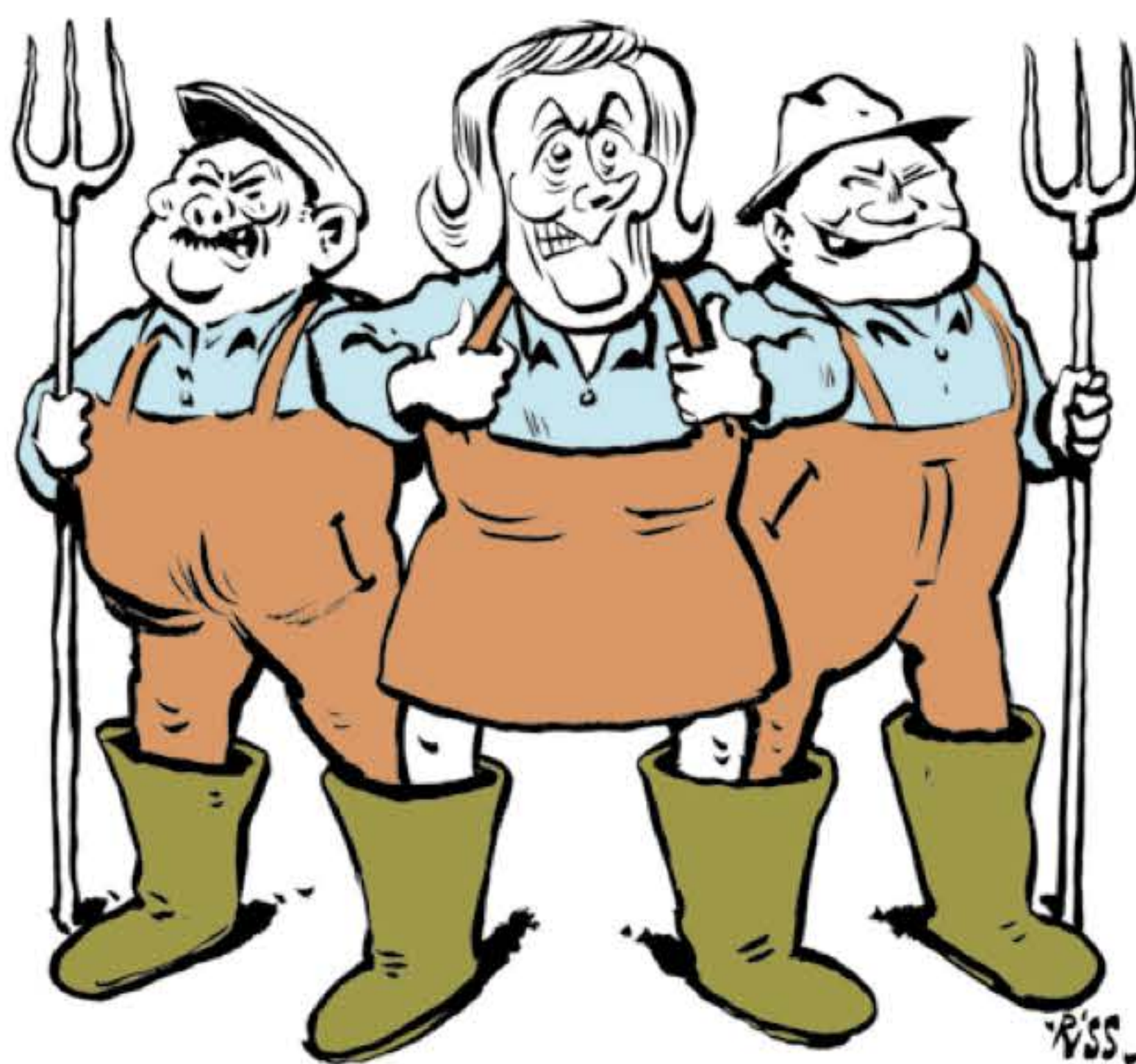
« Ça sert à rien d'aller voter, ça sert à rien de voter à gauche, ça sert à rien de voter à droite. » La pensée des abstentionnistes pourrait se résumer à ces quelques phrases et est peut-être en passe de devenir un vrai courant philosophique. Il y eut l'existentialisme, le positivisme, le structuralisme, le marxisme, il y a aujourd'hui l'abstentionnisme.

L'abstentionniste est un gars exigeant. Il n'accepte de faire l'effort de se lever, de se laver, de prendre son petit déjeuner, de mettre son slip, son pantalon, son manteau et ses chaussures, de descendre dans la rue, de marcher sur le trottoir, de pousser la porte de son bureau de vote, de dire bonjour aux assesseurs, de s'isoler dans l'isoloir et de glisser son bulletin de vote dans l'urne qu'à une seule condition : il faut que ça serve à quelque chose. Et seulement si ça sert à quelque chose. Car l'abstentionniste n'a pas que ça à faire que de prendre le risque de perdre son temps à faire des choses qui ne servent à rien. Pourtant, il fume trois paquets de cigarettes par jour. Et ça lui sert à quoi, à part donner à manger à son cancer des poumons ? Pourtant, il passe des heures devant la télé à regarder des émissions débilés. Et ça lui sert à quoi, à part augmenter les parts de marché de TF1 ? La liste est longue des choses que l'abstentionniste fait durant sa vie et qui ne servent à rien. Alors pourquoi voter devrait être la seule chose inutile qu'il refuse de faire dans sa vie qui en est pourtant remplie ? L'abstentionniste accepte de jouer au Loto, où il a une chance sur un milliard de gagner, mais il refuse obstinément d'aller voter. Avec l'abstentionniste, ce n'est plus l'imagination qui est au pouvoir, c'est l'irrationnel.

Pour l'abstentionniste, la politique est un investissement. Je consacre un quart d'heure à voter à condition que j'en touche les dividendes immédiatement. L'abstentionniste est un citoyen consommateur : je vote comme j'achète, je dois obligatoirement recevoir quelque chose en retour. Cette idéologie consumériste appliquée à la démocratie augmente mathématiquement le pourcentage du Front national à chaque élection. Qu'importe le nombre exact de Français qui ont voté FN, le système électoral ne retiendra que le pourcentage.

Cette pensée d'usagers de la carte Cofinoga ou de la carte de fidélité Darty est en train de toucher une catégorie inattendue de citoyens. Les écrivains. En tout cas l'une d'entre eux. Christine Angot, dans *Libération* du 7 mars, a ainsi publié une chronique intitulée « Ça sert à rien d'écrire des chroniques ». Face au Front national qui monte, face à la barbarie qui détruit les œuvres d'art du musée de Mossoul, elle s'est convaincue que pour combattre ces horreurs rien ne sert plus à rien et surtout d'écrire des chroniques. Angot découvre que l'écriture, ce n'est pas de la magie. Que ce n'est que de l'écriture et que ça ne métamorphose rien. Que faudrait-il alors pour retrouver l'envie d'écrire des chroniques ? Que le lendemain de leur publication, les armes se taisent miraculeusement partout sur le globe, que les électeurs du Front national, touchés par la grâce comme Claudel derrière son pilier de Notre-Dame, se mettent à lire Kant ou Spinoza ? Cela n'arrivera jamais. Alors à quoi bon écrire ou créer quoi que ce soit ? Cet imbécile de Picasso croyait qu'en peignant *Guernica* Franco prendrait peur et s'enfuirait du pouvoir ? Ce crétin d'Aragon pensait qu'en

DÉPARTEMENTALES L'EXTRÊME DROITE DANS SES BOTTES



écrivant *La Rose et le Réséda* les trains de déportés allaient faire demi-tour et ramener tout le monde sur la Côte d'Azur ? Ce con de Delacroix s'imaginait qu'en peignant *La Liberté guidant le peuple* la liberté allait VRAIMENT guider le peuple ? C'est fou, le nombre de naïfs qui ont cru au pouvoir magique de la création. Il y avait le citoyen abstentionniste, avec Angot il y a l'écrivain abstentionniste. L'écrivain abstentionniste n'écrit que s'il est certain d'agir sur le monde, son orgueil le lui impose.

Les seuls qui n'ont pas cru à cela, ce sont les militants du Front national. Pendant trente ans, ils ont distribué des tracts que personne ne lisait. Ils ont crié des slogans que personne n'écoutait. Ils ont fait du porte-à-porte devant des portes que personne n'ouvrait. Pendant plus de trente ans, le travail des militants du Front national n'a servi à rien. En apparence en tout cas. Alors pourquoi ont-ils continué à le faire et pour-

quoi Christine Angot veut-elle tout arrêter ? Parce que eux savent que le temps ne s'écoule pas de la même manière quand on croit à ses idées que lorsqu'on n'y croit pas. Quand on croit à ses idées, le temps n'a pas d'importance.

Aujourd'hui, si la page d'accueil de Google met une seconde de trop à s'afficher, vous piquez une crise. Si votre portable ne trouve pas de réseau en quinze secondes, il faut vous emmener aux urgences. Aujourd'hui, attendre est devenu insupportable. Alors, militer, vous n'y pensez pas. Se faire chier des

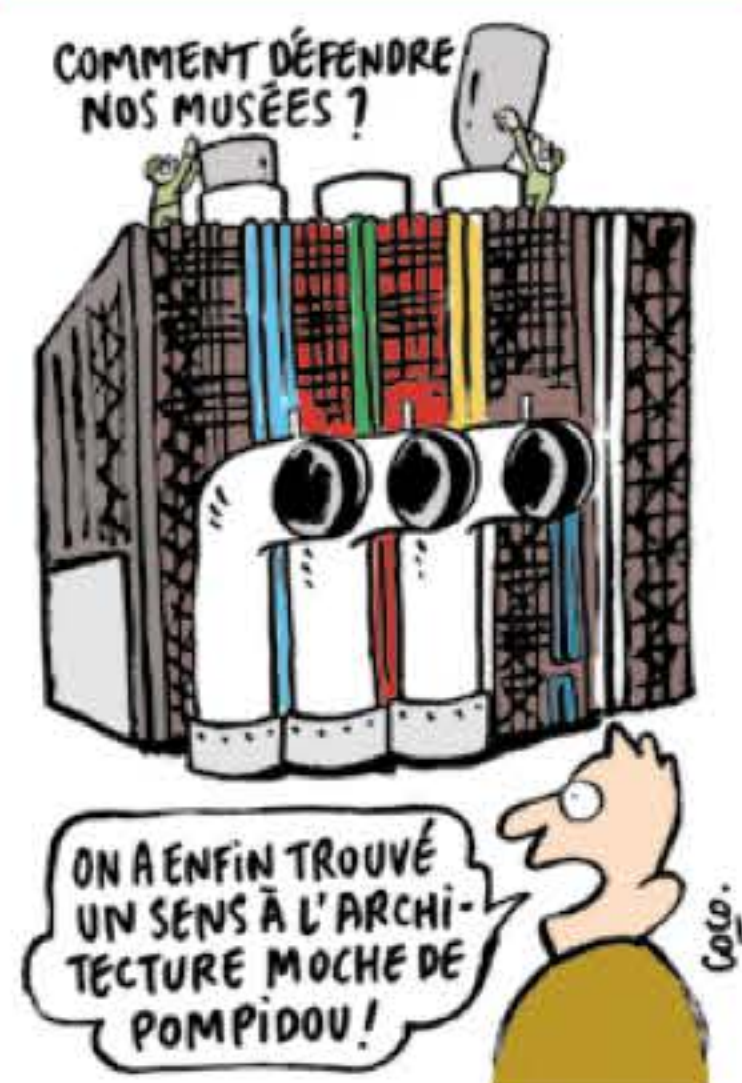
heures à coller des affiches déchirées trente minutes après, passer des matinées entières sur les marchés avec votre paquet de tracts sous le bras pour un programme qui ne sera probablement jamais appliqué...

Les militants du FN, eux, y ont cru. Comme le bousier qui fait rouler obstinément, courageusement, sa petite crotte, les militants du FN ont fait avancer depuis trente ans, centimètre par centimètre, mètre par mètre, leurs idées dans la société française.

On connaît les idées du FN, leur nuisance et leur infamie. La raison pour laquelle un électeur glisse un bulletin « Marine Le Pen » dans l'urne, ce n'est pas seulement pour le programme délirant et haineux de ce parti, c'est aussi parce qu'il s'est laissé impressionner par l'obstination de ses militants. La détermination avec laquelle les mêmes arguments sont répétés depuis des décennies a fini par convaincre les indécis qu'il y avait au FN quelque chose de plus fort que chez les autres partis.

Car, autour du Front national, le monde s'est lassé. Lassé de militer, lassé de condamner, lassé de faire barrage, lassé de répéter toujours les mêmes arguments pour répondre aux mêmes mensonges et de crier les mêmes slogans pour recouvrir les mêmes insultes. Même les dessinateurs de presse se sont lassés de dessiner encore et toujours Le Pen éructant aux quatre vents. Le FN va nous avoir à l'usure. Le FN nous a eus à l'usure. Certains ne croient plus à l'utilité d'écrire. Alors arrêtons d'écrire des chroniques. Le FN les écrira bientôt à notre place. Certains ne croient plus à l'utilité de voter. Alors arrêtons de glisser nos bulletins dans les urnes. Le FN les remplit déjà à notre place. ■

UNE NUIT AU MUSÉE



Daech revendique l'attaque du musée de Tunis.



TOURISME EN TUNISIE



TUERIE AU MUSÉE DE TUNIS



AU BOUT DU TUNNEL... LA FRANCE AU BOUT DU TUNNEL... LA FRANCE

DROITS HUMAINS

ASIA BIBI SOUS LA PROTECTION DE PARIS

Le Conseil de Paris a adopté le 16 mars à l'unanimité une proposition d'Anne Hidalgo qui fait de cette Pakistanaise, condamnée à mort en novembre 2010 pour blasphème, une nouvelle citoyenne d'honneur de la capitale française. Objectif : que son nouveau procès à venir débouche sur sa libération.

Depuis quelques mois déjà, son portrait était accroché sur la façade de l'Hôtel de Ville, après que la maire de Paris eut publié une tribune, reprise jusqu'au Pakistan, pour demander sa grâce au président, Mamnoon Hussain. Désormais, Asia Bibi, 40 ans environ, mère de cinq enfants, entame une nouvelle étape de son combat judiciaire avec une nouvelle qualité : celle de citoyenne d'honneur de Paris.

Pour comprendre cette affaire emblématique de la condition des femmes et de la liberté religieuse au Pakistan, le plus simple est de lire l'ouvrage que la journaliste Anne-Isabelle Tollet vient de consacrer à Asia Bibi : *La mort n'est pas une solution* (Éditions du Rocher). C'est une histoire tragique : dans un village rural du Pendjab, une femme chrétienne est accusée de blasphème par des voisins musulmans. Les faits sont ridiculement banals, l'esprit tristement moyenâgeux : Asia Bibi a bu de l'eau du puits du

village, a proposé à une musulmane d'en boire dans le même gobelet qu'elle, une autre femme musulmane l'a alors accusée d'avoir souillé le puits, ce à quoi elle a répondu que le prophète de l'islam n'aurait pas pensé qu'un chrétien souillait le puits commun. Cette réponse de bon sens, les fondamentalistes en ont fait un délit de blasphème. Alors qu'en fait, comme le montre le livre d'Anne-Isabelle Tollet, toute cette histoire n'est qu'un règlement de comptes et de jalousie comme il s'en passe chaque jour dans des communautés villageoises, et non une affaire de religion !

« INCARNER LES VALEURS DE LIBERTÉ ET DE TOLÉRANCE »

Il existe au Pakistan, à 97 % musulman, une loi sur le blasphème, introduite en 1986 par le régime militaire du général Zia Ul Haq. Elle permet aux fondamentalistes sunnites de taper sur toutes

les minorités : chrétienne, mais aussi hindoue, chiite et ahmadiyya, ces derniers étant considérés comme une secte, et non une branche de l'islam. C'est au nom de ce texte qu'Asia Bibi a été condamnée à mort par pendaison, qu'elle a déjà passé cinq ans en prison. Ses demandes d'appel ont été rejetées jusqu'à ce que, le 30 novembre 2014, la Cour suprême accepte de rouvrir le dossier et de rejurer au fond, à partir de ce printemps. Si la campagne internationale s'accroît, il est possible d'espérer une issue favorable, au moins une grâce présidentielle. Pour que cette pression soit efficace, il faut éviter de faire de cette affaire un affrontement religieux entre musulmans et chrétiens, et intéresser au cas d'Asia Bibi d'autres secteurs de l'opinion que l'Église catholique, l'évocation de son sort par le pape ayant eu pour effet de crispier davantage les islamistes.

C'est tout l'intérêt de la démarche de soutien décidée par une majorité de gauche que de déconfectionnaliser le débat et de le placer sur le plan

des droits de l'homme, de l'opposition à la peine de mort, tout simplement. Ce que Anne Hidalgo résume ainsi : « Être citoyen d'honneur, c'est incarner les valeurs de Paris, les valeurs de liberté et de tolérance. Par ce geste fort, je souhaite témoigner de la solidarité de Paris envers les nombreuses femmes à travers le monde, de toutes confessions, victimes de l'obscurantisme religieux et de l'extrémisme politique. » Le 19 mars, c'est Alain Juppé, maire de Bordeaux, qui a dévoilé un portrait d'Asia Bibi dans la cour de sa mairie. On ne peut que se réjouir de cette initiative qui, comme celle de Paris, peut peser dans le nouvel examen de l'affaire et permettre à la condamnée et à sa famille d'espérer. Fait qui mérite d'être souligné : Asia Bibi est soutenue depuis le début par son mari, Ashiq, qui est son contact permanent avec le monde extérieur. La peine de mort pour blasphème n'a encore jamais été appliquée au Pakistan. Il faut tout faire pour qu'Asia Bibi n'en soit pas la première victime.

Alexandre Benech

EN BREF

PINK EN STOCK

On avait eu l'affaire du conseiller de Raffarin qui allait voir les prostituées, on en a un autre du même seigneur du Poitou qui semble fan de mineures. Bon, bien sûr, on est d'accord, l'ex-Premier ministre n'a rien à voir avec le fait que certains de ses anciens conseillers se retrouvent mêlés à des affaires de mœurs. Toujours est-il qu'un ancien de son cabinet, issu d'un beau corps de l'État puis multirecasé depuis son passage à Matignon, notamment dans le milieu de la culture avant d'être viré par la gauche, a fait l'objet ces derniers jours de quelques déboires peu reluisants. Il a ainsi subi une garde à vue en bonne et due forme à la brigade des mineurs, ainsi qu'une perquisition à son domicile, pour corruption de mineurs et détention d'images pédopornographiques, un petit stock que la brigade des mineurs est en train de mater de près. Les parents d'une ado de 17 ans ont porté plainte, entraînant l'ouverture d'une enquête préliminaire au parquet de Paris. Le bon monsieur passait des annonces tel le photographe souhaitant réaliser le book de futures mannequins et, une fois les filles sur place, ne se gênait pas pour les tripoter. Désormais, c'est la justice qui pourrait bien lui botter les fesses.



POURQUOI L'EXTRÊME DROITE PROGRESSE DANS LES CAMPAGNES ?



SARKO ET LE « MONSTRE » LIBYEN

Un documentaire va raconter sur France 3, le 9 avril prochain, les « fumets affairistes » qui ont entouré les relations entre Sarkozy et Kadhafi, notamment pendant la campagne de 2007. Rama Yade, Kouchner, la chef des « amazones » de Kadhafi, BHL ou encore le conseiller diplo de Sarko, une série de témoignages tentant de reconstituer le puzzle d'un mystère toujours pas résolu, celui d'une

relation privilégiée débutée dès 2007, qui se terminera sous les bombes jetées du haut des Rafale français, avec, en filigrane, les financements secrets effectués par le dictateur libyen. La clé que cherche la justice pour coincer Sarko, *Le Président et le dictateur* ne l'a pas trouvée. Mais quand on voit le chaos qui s'est depuis emparé de la Libye, nouveau « monstre » de la Méditerranée, c'est l'occasion de revoir des images particulièrement saisissantes illustrant l'aveuglement français.

AIR FRANCE DANS LES VAPES

Alexandre de Juniac a loupé une occasion de se taire, mais non, cela a été plus fort que lui. Dans le cadre des Entretiens de Royaumont, en décembre 2014, des rencontres de patrons qui aiment parler avec des patrons, le P-DG d'Air France s'est laissé aller à quelques vérités qui dérangent, surtout quand une caméra les a fixées pour l'éternité. Et, comme souvent chez ses congénères, ce sont les acquis sociaux qu'il a dans le nez. « La durée du temps de travail, qui paraît-il est un acquis social, qu'est-ce que cela veut dire pour un ingénieur qui a une tablette et un smartphone et qui travaille chez lui ? » se demande-t-il. À la manière dont la question est posée, on comprend ce que pense Juniac. L'âge de la retraite ? Il enfonce le clou : « Est-ce que cela a un sens de fixer l'âge de la retraite ? » Et il y a aussi le travail des enfants qui semble le turlupiner. « Qu'est-ce que c'est qu'un enfant ? Est-ce qu'il faut les faire travailler, pas travailler ? Pas sûr. » Pourquoi ne pas demander aux trois rejetons de Juniac de prendre le chemin de l'usine ?

L. Léger

DÉPARTEMENTALES : LES DESSOUS DU SCRUTIN



21 % DES ESPÈCES ANIMALES MENACÉES EN MÉTROPOLE. 22 % AVEC LE PARTI SOCIALISTE.

Le directeur de radio.
Vanuatu effondré.



► HORS-LA-LOI
SIGOLÈNE VINSON

CELUI QUI SAISIT UN ENFANT

Le hors-la-loi qui a les honneurs du poète est celui qui promet à un enfant de jouer à de si jolis jeux. Le roi des aulnes est grand et gris, comme un vieux saule. Le romancier aussi s'en empare, il lui donne pour nom Abel Tiffauges. Mais est-il seulement hors la loi? Qui le punira de tirer un môme des marécages? Que se passe-t-il quand, après l'avoir soulevé, il l'enlève? Le porteur d'enfant n'est un ogre que s'il le mange.

Aujourd'hui et dans la vraie vie, ce hors-la-loi sévit encore. Parfois, les si jolis jeux auxquels il propose à l'enfant de jouer sont bien moches. Les juges l'écoutent à huis clos. Ou ne l'écoutent pas. Il permet aux personnes que les récidivistes rendent folles de dire : « Quand est-ce qu'elle revient, la peine de mort? » Un jour, par le dernier train, si tout se passe mal. Parfois, au lieu de l'éloigner d'un champ de bataille, le porteur d'enfant le conduit jusqu'au creux du conflit. Bientôt, l'enfant-soldat fait un somme à l'ombre de l'aulne, il a deux trous rouges au côté droit. Mais nous nous trompons de poème, passons à autre chose...

Parfois, ses intentions sont louables. Il veut offrir des tours de manège, des trains électriques et des glaces. C'est un père qui ne rend pas sa fille à l'heure après son droit de visite. C'est une mère qui, malgré la garde partagée, retient plus qu'il ne faut son fils contre elle. En droit, on parle de non-représentation d'enfant. Le wpère dit : « Je ne vois pas assez ma fille. » La mère dit : « Mon fils voit trop son père. » Les tribunaux ne les aiment pas quand ils ne respectent pas leur droit de visite, et les sanctions sont lourdes, jusqu'à des peines d'emprisonnement.

La semaine dernière, trois ressortissants français ont été arrêtés en Serbie après avoir kidnappé une petite fille de 2 ans à Belgrade. Il s'agit d'un couple d'une cinquantaine d'années et de leur fille âgée de 26 ans. Cette dernière, mère d'une fillette de 2 ans, est en instance de séparation avec son compagnon. Elle craignait de perdre la garde de son enfant et a eu l'idée d'enlever une petite fille ressemblant à la sienne, repérée sur Facebook, pour lui faire subir un test génétique. Faute de compatibilité ADN, son compagnon aurait été déchu de sa paternité. Ils seront sûrement jugés en Serbie. Pendant qu'en France une petite fille de 2 ans sera sur les épaules de son père. Pour voir quoi? Les fleurs émaillées qui brillent sur la rive?

« Erlikönig hat mir ein Leids getan. »
« Le roi des aulnes m'a fait mal. » ■

► PORTRAIT

SONIA IMLOUL, RADICALEMENT VÔTRE

Nouvelle tête de gondole de la lutte contre la radicalisation islamiste, Sonia Imloul n'a pas toujours fait dans la dentelle. Portrait d'une drôle de djihadologue.

Déroutants états de service que ceux de la nouvelle égérie de la « déradicalisation ». De gazettes en plateaux télé, Sonia Imloul joue bruyamment sa partition dans la lutte « antidjihadiste » engagée par la fanfare gouvernementale. Une omniprésence médiatique que la responsable de la Maison de la prévention et de la famille commente sur l'air de « c'est pas ma faute à moi » : « Je demande aux journalistes de venir voir ce que je fais avec les parents de jeunes fanatisés, mais ce n'est pas moi qui les sonne (sic). Je n'ai pas de mec bien placé pour me pistonner. Et je n'ai pas plus inventé l'eau chaude qu'une autre. Bref, j'ignore pourquoi on focalise sur moi », débite celle qui depuis l'automne 2014 pilote en Seine-Saint-Denis une cellule d'accompagnement des familles de djihadistes. Une cellule qui, psychologues et criminologues à l'appui, vise aussi à « désembrigader » les jeunes convertis à Daech.

« Cette initiative répond comme d'autres à une circulaire d'avril 2014 enjoignant les préfets à mettre en œuvre des dispositifs de prévention du terrorisme. Mais Sonia Imloul n'est pas notre Madame Déradicalisation », pondère le ministère de l'Intérieur. « Nous avons validé le projet qu'elle nous a soumis. Il est financé par le Fonds interministériel de prévention de la délinquance, note la préfecture de police. Mais nous n'avons pas de convention avec elle et restons très vigilants sur son travail. » Loin de discréditer l'expérience, ces propos fleurissent bon la mise à distance. À ce jour, la « Maison » de Sonia suit une trentaine de cas, dont quinze lui ont été confiés par le numéro vert « antidjihad ». « Ma légitimité, je la tiens du terrain, avance-t-elle. Je vis au seizième étage d'une tour de Saint-Denis : les gamins, je les ai vus dériver. De toute façon, s'il existe une formation pour « désislamiser », je ne la connais pas ! » Et d'avertir : « Personne n'est à l'abri. Moi aussi, je redoute qu'un jour mon fils m'appelle pour me dire : "Maman, je suis en Syrie !" » Évidemment, ça la ficherait mal !

OBSESSIONS SARKOZYSTES

Mais les mômes ont vite fait de dérapier, et cela, Sonia Imloul le sait bien. C'est d'ailleurs pour enrayer la délinquance des mineurs qu'en 2004 elle crée Respect 93. En 2008, elle dégage un bouquin titré *Enfants bandits? La violence des 3-13 ans dans les banlieues*. Ça fait peur et c'est fait pour. « Dans la cour de récré, on sait lesquels vont devenir délinquants [...] ou tenter de se suicider ! » tonitruait-elle dans *Le Figaro*. « Quand un enfant de 3 ans est capable de vous arracher le nez, que deviendra-t-il adulte ? » poursuit-elle dans *Métronews*. Et d'ajouter dans *Elle* : « Si on ne fait rien, c'est l'engrenage. À 12 ans, ils brûlent des voitures, et à 15 ans, rien ne peut les arrêter. On doit agir quand ils sont tout petits ! » Agir, cela signifie détecter les « graines de racaille » dès l'âge de 3 ans,



L'Hérétique de la semaine

ZARATHOUSTRA LE PYROMANE

Plutôt zoroastriens que mollahs ! C'est le message que des milliers d'Iraniens ont fait passer au régime des ayatollahs lors des dernières réjouissances du Nowrouz, le Nouvel An perse, célébré tous les 21 mars depuis presque quatre millénaires. Au Kurdistan, comme au nord de l'Inde, en Afghanistan, au Kirghizistan ou dans certaines régions de la Chine, le Nowrouz, Norouz ou Newroz, est la fête païenne la plus populaire. En Iran, si les aspects culinaires et familiaux de la célébration ne dérangent pas les mollahs, les rituels zoroastriens qui se pratiquent lors du Nowrouz sont vaillamment combattus.

Pour invoquer la force de Zarathoustra, les Iraniens allument encore des feux dans la rue et sautent dessus en récitant la phrase : « Je te donne ma couleur jaune, tu me donnes ta couleur rouge », ce qui signifie « je te donne ma pâleur et tu me donnes ta force ». Ce rituel est officiellement interdit, mais les Iraniens n'en défont pas moins les autorités religieuses chaque année en s'adonnant à leur jeu pyromane dans les rues. Cette année, les mollahs, las de lutter contre ces réminiscences païennes, ont fini par demander que ces jeux ne se produisent pas sur les grandes artères. Bonne année aux Iraniens.

Zineb El Rhazoui



comme le préconisait un rapport de l'Inserm en 2005. Un dépistage précoce cautionné par Sarko.

En 2009, après avoir figuré sur la liste UMP conduite par Michel Barnier et Rachida Dati lors des européennes, c'est à une autre « urgence » que Sonia Imloul s'attelle. En plein débat sur l'identité nationale, elle pond « La Polygamie en France : une fatalité ? ». Réalisé pour le très droitier Institut Montaigne, ce rapport tient en six pages. Peu d'eau au moulin du sujet abordé, mais beaucoup d'huile sur les obsessions identitaires de la Sarkozie. Dans ce « document », des chiffres fantaisistes ponctuent des exemples à hauteur de caniveau : « La fille d'un couple polygame a été ébouillantée accidentellement lors d'une dispute entre deux épouses [...]. Son frère par vengeance a violé un des enfants de l'épouse impliquée dans l'altercation. »

À ce chapitre comme à celui de la violence des minots, la déradicalisatrice brille par sa radicalité. « Pour susciter des réactions, il faut créer des électrochocs, plaide-t-elle. Quel est mon tort ? Ouvrir ma bouche ? Si mes propos sont instrumentalisés, je n'y peux rien. » Là, on ne la croit qu'à moitié, tant il apparaît qu'elle connaît la tambouille politico-médiatique. En 2010, elle avait mis en relation un journaliste du *Point* avec Abdel, un jeune « fixeur » de Montfermeil missionné pour faciliter l'interview d'une coépouse : sur ce coup, Abdel avait mystifié la « pro » de la polygamie et le plumitif en servant un témoignage bidon à l'hebdomadaire. Peu convaincante sur les caïds en culotte courte, moyennement crédible sur les hordes polygames, Sonia Imloul a peut-être trouvé son créneau avec les djihadistes.

Nathalie Gauthié

► À LA MANIVELLE
GÉRARD BIARD

LA PEUR AU POUVOIR

Ah, mais ça ne va pas du tout ! Ce n'est absolument pas ce qu'on avait prévu, il faut recommencer, annuler ces élections dont les résultats contredisent tous les sondages, tous les pronostics des experts, toutes les analyses des géopolitologues distingués. Non, on ne parle pas des départementales, on s'en fout, des départementales, tout le monde s'en fout d'ailleurs à en juger par le taux d'abstention. On parle d'élections sérieuses, cruciales : les législatives israéliennes. On avait bien dit que Benyamin Netanyahu serait battu, que la liste Union sioniste du travailliste Isaac Herzog et de la centriste Tzipi Livni arriverait en tête, que les Israéliens, enfin, voteraient contre la politique cynique, discriminatoire, ultralibérale et antisociale de « Bibi ». Et voilà que ledit Bibi décroche 30 sièges à la Knesset — soit 10 de plus par rapport à la précédente législature —, tandis que ses adversaires directs n'en récoltent que 24, ce qui devrait lui permettre de rester Premier ministre et de continuer à faire des bras d'honneur aux pacifistes israéliens, aux Palestiniens, aux Européens et à l'administration Obama. Mais comment est-ce-t-il donc possible ?

Ce n'est pas tout à fait exprimé dans ces termes, mais c'est bien ce qui se dégage des commentaires lus et entendus, en tout cas en France, au lendemain du scrutin israélien du 17 mars : la déception, certes, mais surtout la surprise. Pourtant, les résultats de ces législatives anticipées ne sont, au fond, guère surprenants au regard de la situation dans tout le Moyen-Orient. Aujourd'hui, Israël est entouré de pays qui s'écroulent partiellement ou totalement, dans lesquels prospèrent des groupes

terroristes islamistes divers, mais dont l'objectif commun est, entre autres, de rayer Tel-Aviv de la carte et d'égorger jusqu'au dernier Juif sur Terre. Il voit, à la

faveur de ce gigantesque chaos sanglant, son ennemi déclaré iranien — dont les dirigeants n'ont jamais caché, c'est un euphémisme, leur haine de « l'État sioniste » — gagner chaque jour en poids sur la scène régionale et en respectabilité sur la scène internationale. Pour faire bonne mesure, l'Europe est victime d'attentats et de massacres qui se finissent désormais inmanquablement dans une synagogue ou un Hyper Cacher, attentats plus ou moins ouvertement justifiés par certains intellectuels qui ont opinion sur rue. Dans ce contexte, le vote israélien est peut-être idiot, contreproductif, irrationnel, mais pas inexplicable. Une majeure partie des électeurs ont envie de se sentir en sécurité, ce que leur promet Netanyahu. Il ne leur promet même que ça.

Plutôt que de s'en étonner ou s'en indigner, on devrait puiser dans ce vote matière à réflexion, car il illustre un phénomène politique qui n'est pas limité, loin s'en faut, à l'électorat israélien. En France aussi, la peur est devenue un puissant moteur électoral. On vote à gauche parce qu'on a peur du Front national, on vote à droite parce qu'on a peur de perdre ce qu'on a, on vote Front national parce qu'on a peur de tout, de l'Europe, de la mondialisation, des immigrés, des étrangers, des gens qui sortent de prison, de ceux qui n'y vont pas, de demain qui ne sera plus jamais comme hier... Et quand on vote blanc ou qu'on ne vote pas, c'est parce qu'on a peur d'élire un pourri ou un incapable. La pétiole est, aujourd'hui, le premier parti de France.

Il serait temps d'en prendre conscience, car la démocratie ne se nourrit pas de peur, mais de raison. Des électeurs qui vont aux urnes avec la trouille au ventre sont mûrs pour accepter la fin du droit de vote. Des lois qui sont adoptées pour répondre exclusivement à des angoisses, même légitimes, font reculer l'État de droit. Les politologues feraient bien d'affiner leurs commentaires et leurs prévisions. Au second tour des départementales, dimanche prochain, aux régionales, en 2016, à la présidentielle, en 2017, ce n'est pas seulement la gauche qui risque de prendre une déculottée... ■

Scènes de la vie hormonale

SPEED DATING



► L'EMPIRE DES SCIENCES ANTONIO FISCHETTI

BONS ET MAUVAIS RISQUES

Le crash d'hélico qui a endeuillé le tournage d'une émission de TF1 en Argentine a mis l'accent sur les «risques» de la télé-réalité. Quand on y songe, c'est paradoxal : on sacralise l'audace des héros médiatiques, pendant que le commun des mortels est confiné dans une société de plus en plus sécuritaire. En fait, la notion de «risque» est plus morale que sanitaire.

À la télé, le risque est porteur. Qu'il s'agisse du crétin de «Koh-Lanta» qui joue au sauvage, du peuple qui palpe les mygales de «Fort Boyard», ou du sportif qui traverse le désert à vélo ou l'océan à la rame pour faire parler de lui. Mais alors, si le risque est une valeur positive, pourquoi nous interdit-on de plus en plus d'en prendre, à nous, pauvres quidams ? Au nom du principe de précaution, les parcs publics sont fermés au moindre coup de vent, et il devient quasiment impossible d'organiser une rave party ou d'emmener des élèves d'école primaire en forêt. On nous impose un régime ultra-protecteur, en nous incitant à aduler des héros qui font mine de le transgresser.

Tout cela n'étonne pas Patrick Peretti-Watel, sociologue et statisticien à l'Inserm : «Toute société a ses bons et ses mauvais risques. Il y a ceux qui sont magnifiés et mis en scène, et ceux qu'il ne faut pas prendre.» Le parachutisme est un «bon» risque, la tabagie en est un «mauvais». «Les mauvais risques, les experts en parlent en termes de compulsion ou de conduite addictive, comme boire, fumer ou jouer aux jeux vidéo.» Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la notion d'«addiction» n'est pas sanitaire, mais avant tout idéologique. Par exemple, on n'a jamais entendu parler d'addiction au saut à l'élastique. Et, bien que le risque soit élevé de claquer en bossant trop, «l'addiction au travail n'est pas considérée comme un problème». Même dans le sport extrême, il y a deux poids, deux mesures. L'adepte de ski acrobatique passe pour un héros, alors que le champion de free fight est pris pour un voyou.

Qui définit les «bons» et les «mauvais» risques ? Ce n'est pas lié à la probabilité mathématique d'avoir un accident, sinon les fumeurs seraient des héros. Rien à voir, non plus, avec le coût pour la société, car les sportifs blessés, autant que les alcooliques, sont pris en charge par la société. En fait, le «risque» est une valeur sociale définie par la classe dominante, comme



le rappelle Patrick Peretti-Watel : «Dans l'un de ses numéros, la revue Vacarme avait titré "Le risque est-il de droite ?", et c'est vrai dans une certaine mesure, car on valorise l'individu autonome, et donc implicitement celui qui possède certaines ressources.» L'individu qui se surpasse serait-il l'archétype du chef d'entreprise idéal ?

DE DROITE OU DE GAUCHE ?

Il n'est pas anodin que les «bons» risques soient surtout pris par les nantis. Toutes les études montrent que les sports dits «extrêmes» sont plus répandus dans les couches aisées. Cela peut s'expliquer par leur coût, car il n'est pas donné à tout le monde de piloter une formule 1 ou d'escalader l'Everest. On peut également supposer que celui qui encaisse beaucoup de risques

au quotidien (chômage, maladie, etc.) n'a pas envie d'en prendre davantage pendant ses loisirs... alors que celui qui est socialement à l'abri peut se permettre de frissonner pour le plaisir (même s'il s'agit de risques fantasmés, car, au fond, il est bien moins dangereux de sauter en parachute que d'être ouvrier du bâtiment). Mais, comme dans toute règle, il y a des exceptions : «On voit des gens qui, dans leur vie professionnelle, se trouvent exposés à des risques qu'ils ne maîtrisent pas — par exemple le buraliste qui a été agressé plusieurs fois —, et qui ont tendance à en prendre dans leurs activités de loisirs, pour restaurer un sentiment de contrôle sur leur vie.»

Il est donc parfois utile de prendre des risques, car cela donne un sentiment de puissance qui compense l'aliénation ressentie au quotidien. Dans ce cas, pourquoi ne serions-nous pas libres de choisir nos propres risques, plutôt que de se soumettre aux valeurs dominantes ? Sur-tout quand elles sont mises à toutes les sauces : «On parle de plus en plus de "risques" pour des activités qui étaient auparavant qualifiées d'un point de vue moral. Par exemple, avant, on disait qu'il était "mal" de consommer de la pornographie, on dit aujourd'hui que ce n'est pas "sain", et on va trouver des chercheurs qui montrent par exemple la relation entre pornographie et tabagisme.»

Vivre, c'est prendre des risques, et les choisir, c'est s'assumer. À la limite (je dis bien, à la limite, pour éviter de recevoir trop de courrier), pourquoi serait-il moins héroïque de risquer une cirrhose en picolant que de se casser les os en faisant de la chute libre ? Il est moins infantilisant d'assumer ses risques que de les vivre par procuration à travers les pseudo-héros de la télé (réalité ou pas). ■

• Pour aller plus loin dans l'audace : «Risque, osez l'expo!» jusqu'au 30 août à la Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris.

► HISTOIRE D'URGENCES PATRICK PELLOUX

LE TIERS GAGNANT DES PATIENTS ET SOIGNANTS

Que les économistes libéraux le sachent : l'alternative économique keynésienne est inexorablement en marche, comme un malade dépressif qui serait en train de découvrir l'intérêt de la guérison. Certes, c'est toujours difficile de guérir d'une maladie comme le néolibéralisme, le monétarisme, la nouvelle économie classique, mais, vu leurs échecs, la crise et la guerre, il est inéluctable qu'une autre économie progresse. La loi de santé que le gouvernement présente en est un exemple, en instaurant le tiers payant généralisé.

Avant la Sécurité sociale, les médecins n'étaient pas souvent payés, beaucoup étaient religieux, d'autres faisaient vœu de pauvreté, d'autres encore étaient rémunérés avec des sous ou du troc ; ils étaient rares, ceux qui gagnaient bien leur vie. Et ne parlons même pas de l'hôpital, qui était aux mains de quelques castes religieuses. L'arrivée de la Sécurité sociale, en 1945, a tout changé et a fait progresser l'accès aux soins, mais aussi la rémunération des médecins, pour en faire des professionnels avec des revenus de cadres supérieurs. Mais est-ce le plus important ? Non. L'essentiel est que cette Sécurité sociale, envinée par Obama, a permis le développement de l'accès aux soins, même si les progrès technologiques et sociaux y ont aussi contribué. La valeur de la Sécurité sociale, et souvent aussi des mutuelles, est basée sur les mots «ensemble» et «solidarité». Ces deux mots sont vulgaires pour les libéraux, qui voient dans la santé un bâton pour contenir l'humain. Sans la Sécurité sociale, combien un malade devrait-il payer un médecin pour lui avoir sauvé la vie ? Un milliard en or ?

La médecine serait-elle devenue le nouveau mythe de Midas : derrière tout malade se cache de l'or ? L'acte de soigner ne devenant plus qu'une marchandise, et un malade une matière première de valeur économique. Vous naissez, vous vieillissez et les vendeurs de couches vous tiennent aux deux extrêmes de votre vie tout en bouffant des médicaments. C'est le mode de pensée de Chirac et de Mattei dès 2002, puis de Bachelot et Sarkozy, avec la tarification à l'activité. Le tout économique : derrière un malade, il n'y a plus une globalité humaine, mais une économie avec un coût, un rendement, une évaluation économique. L'évaluation, ce désert de l'intelligence au service de la destruction de la médecine humaniste. Presque dix ans que les hôpitaux et les cliniques courent après l'activité rentable, sélectionnent les malades qui rapportent ou surcotent leurs actes, tandis que les autorités sont toujours incapables de freiner les bakchichs donnés avant les actes chirurgicaux ou/et d'anesthésie.

Un argument a été tu : avec le tiers payant, l'argent liquide circulera moins et les petits arrangements vont diminuer en faveur de l'égalité et de la fraternité. Certains hurlent à l'étatisation de la santé : mais elle l'est depuis soixante-dix ans.

LA MORT DE L'ARGENT

Ne plus avoir d'argent liquide qui circule est de toute façon une évidence dans les années futures. Comment se fait-il que les chèques existent encore à l'heure du virtuel, et pourquoi les pièces et billets continuent d'exister ? Quels gènes primitifs ou parties



primitives de nos cerveaux nous font garder les échanges physiques, comme au temps des sesterces, des écus ou des louis d'or ?

Marisol Touraine a raison et a du courage face aux insultes de quelques médecins libéraux. Le tiers payant généralisé est un progrès pour les malades. Il ne s'agit pas d'encadrer la rémunération des professions de santé, qui ne souffriront pas de chômage technique, vu le vieillissement et les malades, qui ne sont pas près de guérir.

Quant à l'argument de dire que de payer en liquide freinerait le consumérisme médical, c'est faux. Car, à ce moment-là, nous devrions tout faire payer, et à tout le monde ! Que se passerait-il ? Une chute des revenus des médecins, mais aussi une baisse de l'accès aux soins et un écrasement du socle social. L'objet collectif de la Sécurité sociale est de faire du bien, calmer les peurs, soulager les malades, amoindrir le handicap. La Sécurité sociale est keynésienne. Et le roi Midas est mort depuis longtemps, à bouffer son or et à chier des écus. ■

► ÉCONOMIE

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE ENCERCLÉE

Les banquiers voulaient emménager dans leur belle tour de 45 étages à 1,2 milliard d'euros (contre 850 millions prévus) à Francfort. Mais voilà, même si la BCE a pris des mesures contre la crise, 20 000 manifestants sont venus dire leur mécontentement, et Mario Draghi a promis que la cérémonie d'inauguration serait « sobre ». Si on ne peut plus faire la fête...

AU SECOURS, LA CROISSANCE REVIENT!

Cette fois, ça y est, elle revient. Deux causes à ça : d'abord, l'essence et le chauffage coûtent moins cher, il en reste plus dans les poches pour dépenser. C'est aussi grâce à la baisse de l'euro, qui rend les exportations européennes plus compétitives. Au total, on pourrait enregistrer une hausse de 1,5 % du PIB cette année, de quoi faire baisser (un tout petit peu) le chômage! Bon, et la transition écologique, c'est pour quand?

LA FINANCE SE REMET À BULLER

Le CAC 40, l'indice de la Bourse de Paris, vient de dépasser les 5 000 points, youpi! En cause, la politique de la BCE, qui inonde les marchés d'argent frais avec lequel les investisseurs peuvent jouer. L'écart devient ainsi délirant entre l'« économie réelle », qui stagne, et la finance, qui s'envole, les cours de la Bourse étant seize fois plus élevés que les résultats attendus des entreprises. Vous êtes au chômage? Achetez des actions.

J. L.

MULTINATIONALES : L'IMPÔT, C'EST POUR LES AUTRES

Amis riches, il va falloir apprendre à gérer autrement votre épargne! La Suisse et le Luxembourg viennent en effet de renoncer au secret bancaire. Un bon début. En espérant la suite.

Concrètement, ces pays ont accepté de procéder à l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales, une mesure que leur a imposée les États-Unis, donnant ainsi un sérieux coup de main à l'Union européenne. Il ne sera donc plus possible de se cacher : tout détenteur d'un compte en Suisse ou au Luxembourg verra son identité automatiquement transmise à son pays d'origine.

Mais la lutte contre la fraude fiscale ne se limite pas aux comptes des particuliers. L'UE a souhaité intervenir aussi auprès des grands groupes, après les multiples scandales de ces derniers mois. Ainsi, trois fédérations syndicales ont dénoncé en janvier dernier McDonald's, qui, en rapatriant ses profits dans une filiale... luxembourgeoise, a privé l'Europe de 1 milliard de recettes fiscales entre 2009 et 2013 (700 millions rien que pour la France).

Un écho à l'affaire LuxLeaks (« Lux » pour « Luxembourg » et « leaks » pour « fuites »), qui avait mis au jour les très généreux avantages fiscaux dont bénéficiaient des centaines d'entreprises au Luxembourg, le pays souhaitant ainsi les attirer chez lui. Une pratique que l'on retrouve aussi en Irlande ou aux Pays-Bas.

On se souvient également de l'affaire Starbucks, la chaîne de cafés utilisant des procédés ingénieux pour diminuer artificiellement les profits de ses boutiques, en leur facturant des droits très élevés reversés à la maison mère, ou en leur demandant d'emprunter à des taux élevés, toujours auprès du siège. Résultat : pas de profits dans les filiales, et donc pas d'impôts! Tandis que les profits du centre sont planqués aux Pays-Bas.

Et on pourrait encore citer Apple ou Amazon, très forts également pour ne pas payer d'impôts sur leurs bénéfices. N'en jetez plus, la coupe est pleine. Ou plutôt elle est vide.

La Commission européenne en appelle donc à la « transparence », ce mythe du marché et du comportement vertueux. Il s'agit de mettre à jour ce que l'on appelle les « rescrits fiscaux » (*tax rulings*), c'est-à-dire l'accord passé entre l'administration fiscale d'un pays et une entreprise pour décider de quels avantages elle bénéficierait. Ainsi, si demain une entreprise française signe un accord avec les Pays-Bas, le fisc français en sera informé. Une obligation qui serait limitée aux entreprises opérant dans au moins deux États membres, et qui s'appliquerait au 1^{er} janvier 2016.

Si le texte est adopté par le Parlement, la Commission pourra alors mener des enquêtes si le rescrit lui semble constituer un avantage concurrentiel pour l'entreprise ou s'il viole le code de bonne conduite de la fiscalité des entreprises.

Mais, pour le Parlement, il s'agira d'imposer une obligation autrement contraignante, le *reporting*, qui obligerait les multinationales à décrire leur activité pays par pays : nombre d'employés, chiffre d'affaires réalisé, bénéfices. On saurait enfin si une entreprise vend et emploie des gens dans un pays pendant qu'elle déclare ses profits dans un autre. Une mesure qui pourrait profiter aux pays du Sud, devenus des lieux essentiels de production et de consommation.

Malheureusement, il semble que la Commission ne soit pas prête à suivre le Parlement dans cette voie. Et elle oublie deux mesures importantes : protéger les « lanceurs d'alerte », ces employés qui informent les autorités et les médias des turpitudes fiscales de leur entreprise, et encadrer les pratiques des cabinets de conseil et d'audit, qui donnent librement des conseils (grassement rémunérés) d'« optimisation fiscale ». Bref, au total, on ne se fait pas trop de souci pour les multinationales.

Jacques Littauer

PENDANT LES ÉLECTIONS LA VIE CONTINUE

92% DES JEUNES LISENT 1 LIVRE PAR AN



DRAME DE CLICHY DES DEUX ENFANTS ELECTROCUTÉS:

LA RECONSTITUTION N'A PAS CONVAINCU LE TRIBUNAL



LE TABAC RAPPORTE 14 MILLIARDS À L'ÉTAT



DES SITES BLOQUÉS POUR APOLOGIE DE TERRORISME



PÉDOPSYCHIATRIE

PAS DE BUDGET POUR LA PROXIMITÉ

Pendant que les médecins libéraux défilent contre le tiers payant, les centres médico-psychologiques de quartier ferment, en silence.

Les psychanalystes travaillent souvent dans des consultations publiques en plus de leur pratique privée. Que ce soit dans les centres médico-psychologiques (CMP), dans les hôpitaux de jour pour enfants ou encore dans les services de pédiatrie à l'hôpital. Ils écoutent les patients, petits et grands, et parfois aussi les soignants. C'est ainsi que votre petit de 8 ans peut se rendre seul à sa séance au CMP du quartier, entre l'école et la maison. Pendant une demi-heure, il parle de ses insomnies et de ses cauchemars à son psychanalyste, lequel vous demande parfois de l'accompagner : il vous a déjà posé plein de questions, sur le choix du prénom de votre rejeton ou sur l'histoire de la famille.

Mais aujourd'hui c'est pour vous annoncer que le CMP va fermer et qu'il faudra maintenant aller à l'autre bout du département, au « centre d'expertise enfance ». De retour à la maison, vous regardez sur Internet : ça se trouve dans un affreux bâtiment perdu dans la cité administrative, le petit ne pourra plus y aller seul, et seulement une fois par mois. Et sur la plaquette il n'est plus question de parler, mais d'expertiser et d'évaluer.

Aujourd'hui, en France, comme cela s'est passé en Italie ou en Grèce, les plans d'austérité étranglent les budgets des hôpitaux, et les consultations de proximité qui en dépendent ferment les unes après les autres. Pas un jour sans que l'on apprenne leur fermeture à Montpellier, à Bordeaux, à Paris ou à Corbeil, avec souvent l'arrêt brutal des séances. Dans la gestion court-termiste et managériale de l'hôpital-entreprise, ces pratiques sont considérées comme un luxe. Alors que les cauchemars, les angoisses et les traumatismes peuvent compliquer la vie jusqu'à la rendre impossible.

Jusque-là, ce sont les patients et les soignants qui protestent, qui organisent des grèves et des pétitions. Mais aujourd'hui c'est un directeur

PSYCHANALYSTES EN DANGER



d'hôpital qui remet en question le dogme de l'austérité : Frédéric Spinhirny publie un *Éloge de la dépense* qui tombe à pic au moment où Marisol Touraine s'apprête à réaliser de nouvelles saignées sur un hôpital déjà exsangue. Ce livre montre de l'intérieur la coûteuse absurdité d'un système qui ne veut plus dépenser pour soigner : on passe plus de temps et d'argent à protocoliser ou à évaluer les pratiques qu'à pratiquer effectivement. Frédéric Spinhirny critique l'idéalisme du chiffre dans le corps politique contemporain. Il a lu Keynes ou l'économiste citoyen, où Bernard Maris soutient qu'ignorer Freud en économie est à peu près équivalent à ignorer Einstein en physique. Les économistes citoyens et freudiens nous manquent cruellement. Parce que c'est un fait que l'économie pulsionnelle du sujet se retrouve dans

le déchainement de l'économie néolibérale². J'entends encore Lacan, à Milan, en 1972 : « La crise du discours capitaliste est ouverte [...], ça marche comme sur des roulettes, ça ne peut pas marcher mieux, mais justement, ça marche trop vite, ça se consomme si bien que ça se consume. » Et, comme sur des roulettes, notre ministre demande une procédure accélérée pour faire passer sa loi de santé, malgré la fronde (grèves partout, équipes brisées, meeting du Collectif des 39, qui constate le saccage de la psychiatrie de proximité).

PAROLES CONTRAIRES

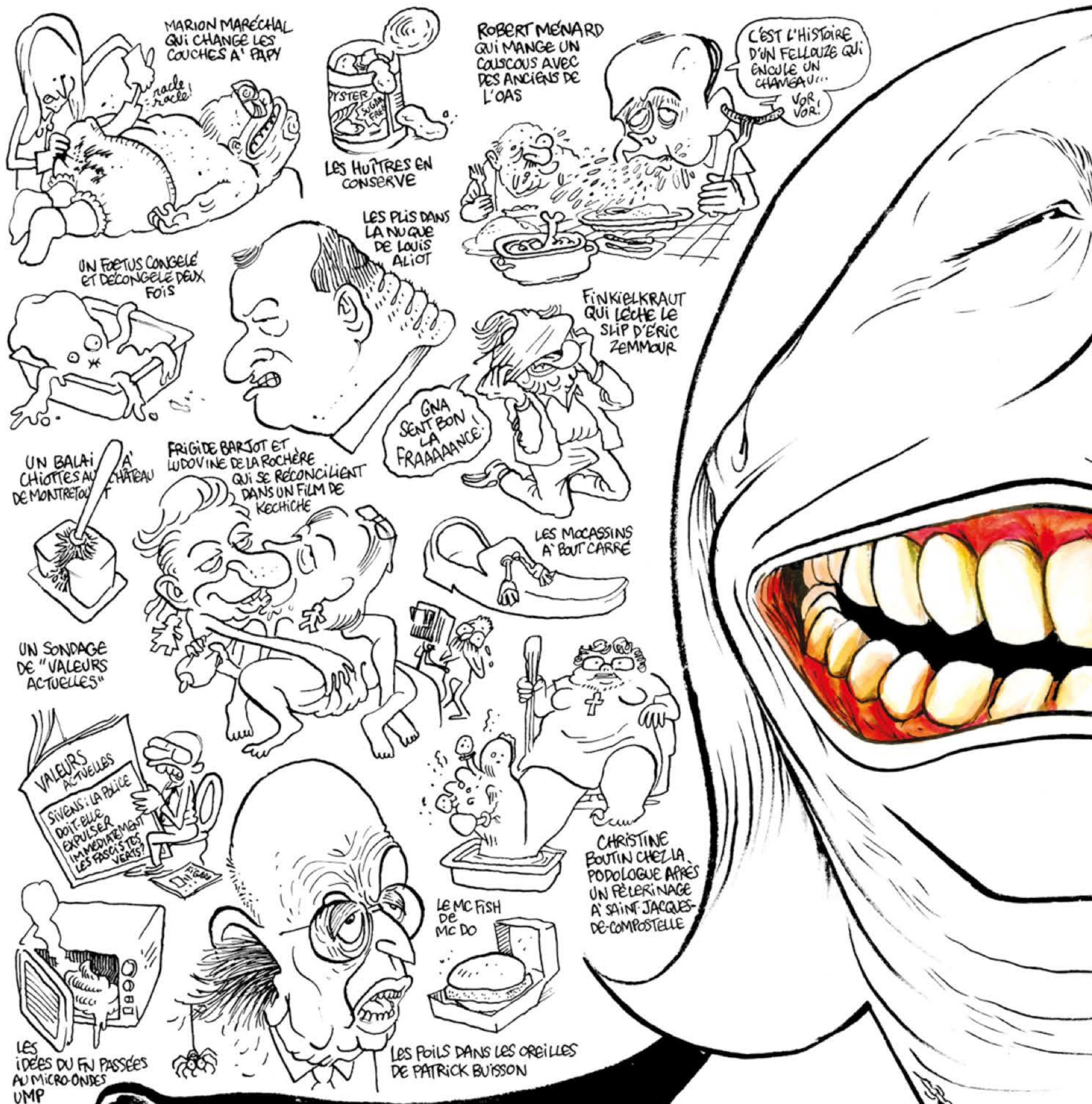
Si ignorer Freud en économie revient à ignorer Einstein en physique, ignorer Lacan en politique revient à ignorer Copernic en cosmologie et Darwin en biologie. En 1974, à des journalistes qui l'interrogent à Rome, Lacan répond : « Vous verrez qu'on guérira l'humanité de la psychanalyse [...], tout se remettra à tourner rond. » Nous n'y sommes pas encore, mais, s'ils ne veulent pas que tout se remette à tourner rond, les psychanalystes d'aujourd'hui doivent dire quelque chose de la fermeture des consultations qui ont été créées par leurs aînés, ces lieux qui ont participé à faire de la psychanalyse une pratique vivante dans la ville. Ils doivent dire quelque chose s'ils ne veulent pas laisser faire en France ce qui s'est passé en Italie, où, après avoir été empêchés de travailler dans les consultations publiques, les psychanalystes ont ensuite été tout autant empêchés dans leur pratique privée. Avec à la clé toujours moins de place pour les paroles contraires³.

Yann Diener

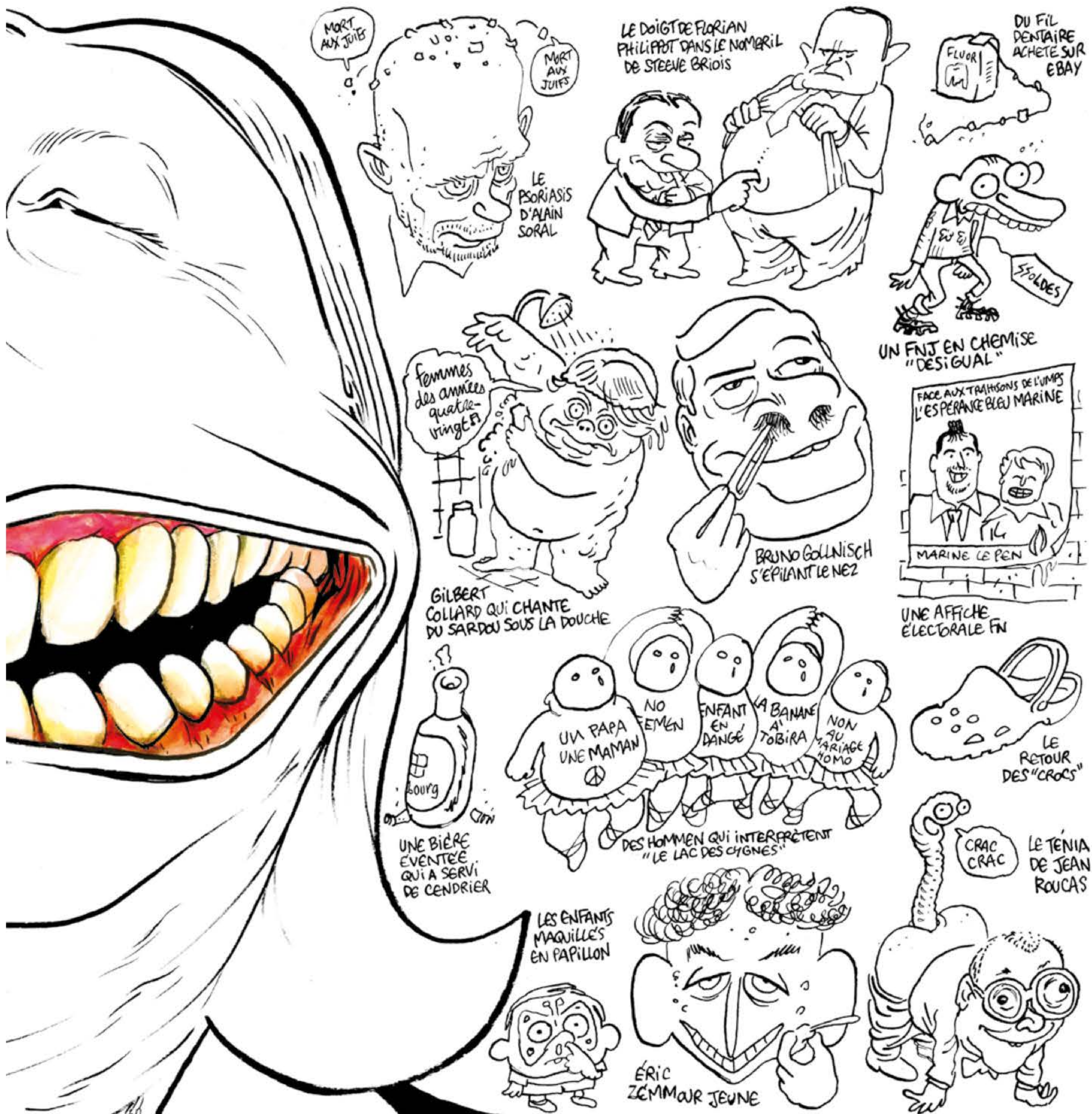
1. Aux éditions Sens & Tonka.

2. René Major, *Au cœur de l'économie, l'inconscient*, Galilée, 2014.

3. Erri De Luca, *La Parole contraire*, Gallimard, 2015.



QU'Y A-T-IL D'AUSSEI DÉGUEULASSE



LE LE SOURIRE DE MARINE LE PEN?

LA FRANCE
QUI DONNE LE
SOURIRE À LE PEN
DANS LES URNES

MONDE VU DE LA TERRE... LE MONDE VU DE LA TERRE... LE MONDE

AFGHANISTAN

DROITS DES FEMMES EN CONTREBANDE

En 2010, un groupe clandestin d'étudiantes afghanes monte un réseau de trafic de pilules abortives, jusqu'à ce qu'elles soient dénoncées, il y a quelques mois, au département de théologie, puis à la police du campus de Kaboul.

Au téléphone, la voix de Shoukria respecte le même chuchotement que trois ans plus tôt, lorsqu'elle se méfiait de tout et de tout le monde. La piquante Afghane de 24 ans avait alors de bonnes raisons de rester discrète : pendant plus de trois ans, dans la clandestinité absolue, elle et son réseau font circuler dans le pays plus de 300 pilules abortives, proscrites en Afghanistan, à de très rares exceptions.

Le groupe, composé d'une petite douzaine d'étudiantes en droit, fera transiter les pilules dans les principales universités du pays, à Kaboul, à Mazâr-e Charif, à Herat et à Koundouz. À l'abri des toilettes de la fac, ou parfois comme à Herat à la frontière iranienne, dans le huis clos d'une pharmacie tenue par des soutiens de la cause, d'anciens communistes pour la plupart.

Shoukria n'a jamais fait appel à l'aide internationale pour réaliser ce projet, malgré les milliards qui douchent son pays depuis l'arrivée de la coalition, en 2001. « Si nous avions dû dépendre de vous [les humanitaires, ndlr], nous aurions exposé nos familles au danger, aurions été forcées de rendre compte de toutes nos actions, et nous aurions dû dégager un budget pour notre page Facebook », ironisait-elle en

classant les pilules de Mifégyne d'un côté et de Cyprostol de l'autre, les comprimés nécessaires à l'avortement médicamenteux.

En réponse à la question « comment une jeune fille coquette et ambitieuse, de classe moyenne mazari, en vient-elle à risquer sa vie et celle de ses proches dans des régions conservatrices ou régulièrement suppliciées par les talibans ? », Shoukria avait simplement désigné la pile de Cyprostol. En 2003, ce médicament (responsable de l'expulsion du fœtus) a conduit sa sœur, évanouie sous le coup de la douleur, à l'hôpital de Mazâr. Elle est morte d'une hémorragie quelques heures plus tard. « Elle ne connaissait pas les instructions, elle a avalé plusieurs pilules en même temps. Personne n'y connaît rien. Dans ce pays, si un homme te colle un enfant, même par un viol, tu dois remercier Allah », analysait froidement Shoukria dans une moue de colère.

« CONTRACEPTIVES », PAS « ABORTIVES »

À la suite du drame, elle s'associe à des amies de sa sœur qui ont des connaissances dans le milieu médical expatrié. À deux reprises, un médecin

français de l'hôpital militaire de Kaya leur apporte 50 boîtes de pilules abortives et paie de sa poche un traducteur pour convertir les notices de français en dari et en pachoutne.

Après le départ du médecin, plus rien pendant un an. À la faveur d'une rencontre de nouvelles expatriées en 2012, le trafic reprend. Les Européennes font des stocks de pilules à Dubaï, qu'elles obtiennent via des amitiés dans les organisations féministes en Europe. Reste à gratter les plaquettes en aluminium pour que disparaissent les noms des molécules et à alourdir les valises des expatriées solidaires en partance pour Kaboul, qui jouissent régulièrement de week-ends « détente » dans la confortable ville émirati.

Ensuite, les pilules sont stockées dans les guest houses des expats volontaires, qui les hébergent par « militantisme », comme en témoigne Nama Vanier, consultante pour une boîte américaine : « Quand on vit à Kaboul et qu'on regarde de près la valeur des femmes de ce pays, le minimum, c'est de dégager un mètre carré dans son chez-soi confortable. »

Chaque mois ou presque, pendant deux ans, Shoukria et ses amies vont faire la tournée des fics, prétextant auprès de leurs parents qu'elles

se rendent à des « rencontres étudiantes ». Du groupe, seules les femmes mariées voyagent : en Afghanistan, comme l'explique le sociologue afghan Omar Sharifi, « les femmes mariées afghanes sont beaucoup plus libres de leurs mouvements que les célibataires, a fortiori en ville ». Shoukria confirme : « Entre mon père et mes frères, ils étaient cinq à la maison à craindre pour leur honneur. Mon mari est seul, il a moins de poids, et je sais comment le convaincre. »

Il y a quelques mois, dans une salle vide de l'université de Kaboul, Shoukria a offert un kit de pilules à une camarade, avant que celle-ci change de couleur dans les minutes qui ont suivi : elle requerrait une pilule « contraceptive », pas une pilule « abortive ». Étrange, car les pilules contraceptives sont disponibles en pharmacie, « et c'était déjà le cas sous les talibans », rappelle Omar Sharifi. Le lendemain soir, les activités de Shoukria ont été dénoncées à la police, puis à ses parents, par un appel anonyme. À ce jour, elles n'ont pas repris. Mais, depuis son nouveau territoire scandinave, Shoukria élabore de nouveaux plans. « Connais-tu des expatriés dégourdis à New Delhi ? » est l'intitulé de son dernier mail.

Sol

EN BREF

ÉTATS-UNIS
IN GUNS WE TRUST

À quelques bornes de Walt Disney World Resort, en Floride, un parc d'attractions d'un genre nouveau a vu le jour en décembre. C'est Machine Gun America (que l'on peut traduire en gros par « mitraillette américaine »). À partir de 13 ans, avec un billet de 100 dollars en poche, n'importe qui peut profiter de cet espace de 13 000 m². Un tarif raisonnable pour faire un carton sur une cible représentant Ben Laden ou se déguiser en véritable James Bond, quitte à se faire coacher par un guide. En accédant à la page Facebook de MGA, on peut même s'en tirer avec une réduction de 25 dollars en affichant un « like » pour ce parc à thèmes. Pour celui qui veut immortaliser ses faits d'armes, pas de problème : MGA organise aussi des événements d'entreprise et des fêtes de fin d'études. Qui devraient s'achever en joyeuses fusillades, comme l'Amérique en a le secret.

Ben Cramer

Tunis. Les djihadistes nous gâchent les vacances

CHINE
CONCURRENCE DÉLOYALE

Le spot publicitaire pour une marque de dentifrice du groupe Procter & Gamble garantissant « des dents blanches en une journée » n'a manifestement pas fait sourire l'Administration shanghaienne en charge du commerce et de l'industrie, qui, le 9 mars, a condamné la multinationale américaine à une peine de 960 000 dollars pour publicité mensongère. Si cette amende est la plus importante à ce jour, P&G n'est pas la seule société à s'être ainsi fait épingler. Apple, Volkswagen ou encore Nikon, entre autres, se sont vus sanctionnés pour la même raison. Des condamnations qui, en 2014, ont rapporté quelque 12 millions de dollars aux autorités locales. Les marques devraient savoir que les seules publicités mensongères autorisées par Pékin sont celles du bureau politique.

VIETNAM
MONSANTO, LE RETOUR

Invité dans le cadre d'une conférence sur le « développement d'une agriculture durable » qui se tenait à Hô Chi Minh-Ville, la capitale vietnamienne, le vice-président de Monsanto y a surtout promu ses technologies et un modèle de développement baptisé « 3 P », Produits/Pratiques/Partenariat, censé permettre au Vietnam de devenir « un grand pays agricole ». Un programme qui a du mal à passer chez certains, qui rappellent que, pendant la guerre, le groupe fournissait l'armée américaine en agent orange, un défoliant épandu sur pratiquement tout le pays et dont les effets sur la santé des populations se font toujours sentir quarante ans après. Monsanto n'a décidément pas fini d'empoisonner les Vietnamiens.

JAPON
PAS DE ÇA CHEZ NOUS

Plus que généreux dans le financement du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Japon l'est beaucoup moins quand il s'agit d'accueillir ces mêmes réfugiés sur son sol. Les chiffres présentés par le ministère de la Justice japonais sont en effet sans équivoque. Sur les quelque 5 000 demandes d'asile déposées en 2014, seules onze d'entre elles ont été retenues. L'année 2013 n'avait guère été plus accueillante, six personnes, sur un total de 3 777 dossiers examinés, ayant obtenu cet asile. Quant aux autres, les autorités japonaises ne se privent pas pour les renvoyer chez elles, à leurs risques et périls. Oui aux réfugiés, mais pas chez nous!

Patrick Chesnet

EN DIRECT DE LA GRÈCE
SYRIZA TIENT LA BARRE

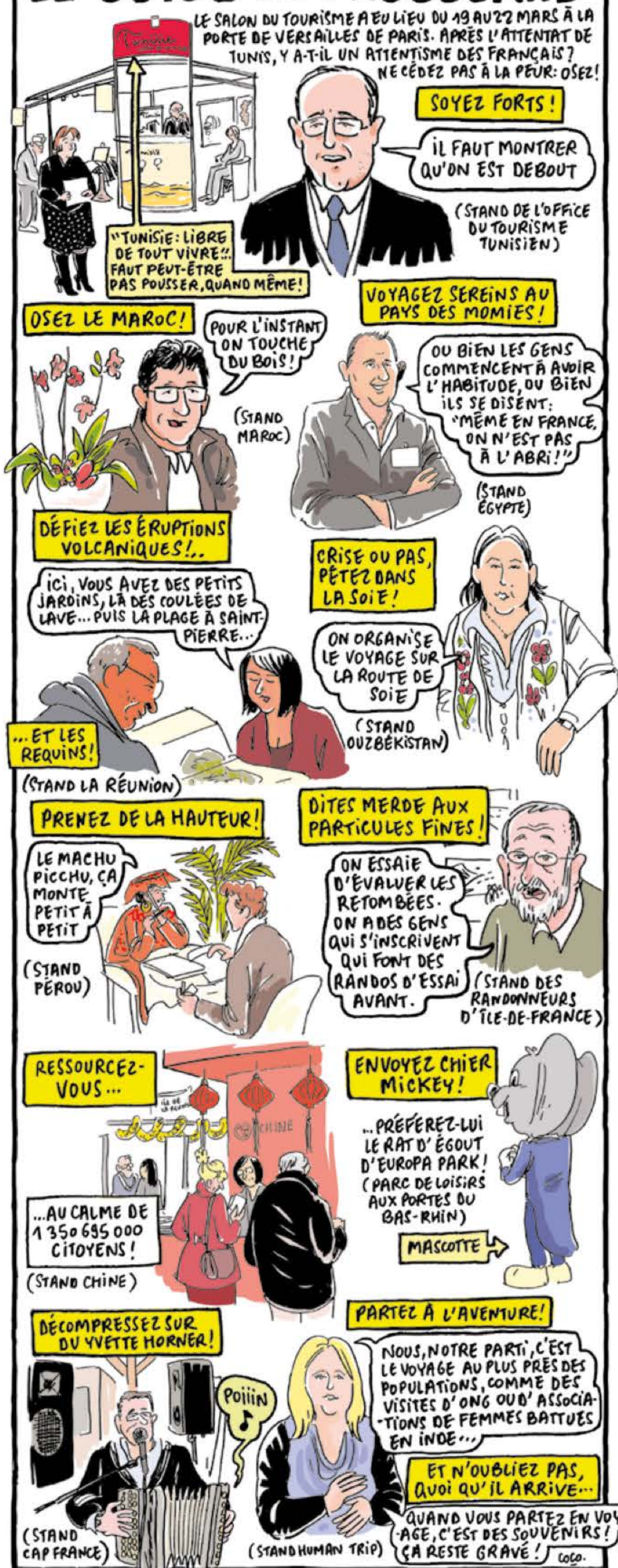
Déjà deux mois que Syriza, le parti de la gauche présentée comme radicale, est au pouvoir, et non seulement le pays est toujours membre de la zone euro, mais en plus le gouvernement a fait passer deux lois, avec l'aval de l'opposition conservatrice, s'il vous plaît, qui faisaient partie de son programme électoral. L'une pour fournir aux plus démunis nourriture, chauffage, électricité, soins médicaux et aide au logement, l'autre pour faciliter les paiements des arriérés d'impôts, estimés à 76 milliards d'euros, soit 42 % du PIB. Les administrés pourront payer en cent versements et auront un allègement de l'amende.

Enfin, le produit des privatisations — dont sont exclues les plages du littoral — ira dans le social, et non au remboursement de la dette. Dette pour laquelle, par ailleurs, la bouillante présidente du Parlement a lancé un audit pour savoir qui doit quoi, depuis quand, et à qui. Mine de rien, ils travaillent, ces gauchos. Autant dire que les coups de boutoir de l'euro-groupe pour obliger Syriza à se vider de son programme n'ont pas — pour l'instant — eu le résultat escompté. Même si le gouvernement grec ne parle plus d'annulation de la dette, même s'il doit faire face à d'insoutenables problèmes de liquidités, il tient bon. Jusqu'à quand?

Angélique Kourounis

1,6 MILLION DE MORTS EN INDE PAR AN À CAUSE DE LA POLLUTION. ILS SERONT TOUS RÉINCARNÉS EN POTS CATALYTIQUES.

LE GUIDE DU FROUSSARD



DANS LE JACUZZI DES ONDES PHILIPPE LANÇON

LE FIL DU RASOIR

Le fantôme de Somerset Maugham, l'un de mes auteurs préférés, me pardonnera d'utiliser le titre de son plus célèbre roman, qui n'est pas le plus abouti, pour titrer cette modeste chronique hospitalière consacrée à un exercice que la plupart des hommes ignorent : raser un visage couvert de lourdes cicatrices fraîches — en l'occurrence au niveau du menton. Le visage est un lieu plein de reliefs, de pentes, de faiblesses, de surprises. On s'y coupe volontiers, on saigne un peu, on s'agace, puis la journée commence, indifférente à l'infime saignée par négligence. Il en va tout autrement pour l'homme qui remonte du monde d'en bas, du bloc. Les courbes de son visage sont à la fois accentuées et affaiblies par les œdèmes. Comment les approcher? Jusqu'où la lame peut-elle les caresser? Raser au plus près des œdèmes et des cicatrices est presque un acte de philosophie. On éprouve sa patience, son ingéniosité, son sens de l'observation, son courage : sa sagesse. Le visage tuméfié et recomposé, comme Socrate, des questions apparemment dépourvues de sens que la lame du rasoir ne peut trancher. La main, cependant, ne peut trembler ni refuser de passer à l'acte. Sans quoi ma chirurgienne, en revenant des lieux invisibles où elle règne, pénètre dans la chambre et commence par dire, fermement : « Dites, il va falloir que vous vous rasiez. »

Dans les temps qui suivent une lourde opération au visage, le patient est naturellement incapable de le faire. Cependant, les poils poussent comme si de rien n'était. Ils poussent sur l'œdème, autour des cicatrices, ils font de petites haies drues et blanches autour des greffes, comme pour mieux marquer le territoire de l'ancien visage et pour rappeler les droits de la vie. Ils composent peu à peu une sorte d'extravagant petit jardin anglais, avec ses bosquets et ses recoins, ses herbes sauvages, qu'il s'agit de tondre à la française. Les aides-soignants sont ici d'une grande aide. Je voudrais, pour ma part, remercier Cédric, jeune et légèrement barbu qui n'avait jamais rasé personne de sa vie, mais aussi Hervé, ancien musicien sous le nom de Xeus

du groupe de funk français Malka Family. Leur minutieuse délicatesse et leur humour distancié ont rendu l'opération amicale, presque agréable. Trois instruments étaient à leur disposition : la tondeuse de l'hôpital, un petit rasoir électrique de mon père, mon rasoir trois lames. Ainsi fut peu à peu taillé le petit buisson ardent, avec une lenteur de moine, en évitant à tout prix ces « micro-coupures » qui font l'ordinaire de l'homme rasé.

PETITES TOUFFES

Il ne fut d'abord pas question de s'approcher des zones de greffe, puis de s'en approcher sans l'aval des infirmières, lesquelles préféraient obtenir l'avis de ma chirurgienne, qui n'était pas là à cette heure matinale, étant généralement au bloc ou en consultation, mais finit un jour par me dire comme si c'était évident : « Naturellement que vous pouvez raser jusqu'à la cicatrice! » Sa certitude paisible me permit de passer à l'acte seul, devant le petit miroir qui me servait aussi, désormais, à manger liquide et mouliné. Je découvris alors mon nouveau visage comme jamais je n'avais découvert l'ancien. Il exigeait de ma part une attention soutenue, concentrée, presque sans fin. Ce n'était pas Narcisse qui se contemple jusqu'à se noyer dans son propre reflet; c'était l'appropriation d'un autre qui devenait peu à peu, difficilement et douloureusement, moi-même. Cette appropriation culminait la main sur le rasoir trois lames. Il filait lentement le long des pentes vierges, ralentissait encore pour border la cicatrice et saluer la greffe sa voisine. De-ci de-là, d'orgueilleuses petites touffes résistaient, inaccessibles, le long de zones fraîchement couturées ou à vif. Certains poils se confondaient presque avec le bleu sombre des points de suture, dansant dans la vaseline en attendant Godot. Je me suis souvenu de ce déporté sans pitié dont parle Primo Levi, qui chaque matin se rasait, quels que soient le temps et son état. L'écrivain n'avait aucune sympathie pour lui, mais remarque qu'il s'en est sorti. La volonté se fixe, ou se fend, sur le fil du rasoir. ■

LA CARTE POSTALE DE MATHIEU MADENIAN

Salut, Charlie!

Je suis calé au fond de mon taxi. Je joue à Nantes ce soir. Et comme j'ai un peu de temps avant d'arriver à Montparnasse, j'en profite pour t'écrire. C'est 11 heures, je regarde les restaurants et ça m'ouvre l'appétit.

Ça m'a toujours amusé, ces mecs debout derrière leur étal de poissons devant certains restos. Pourquoi ils se foutent sur le trottoir pour servir les crustacés? C'est quoi, l'idée? Laisser une dernière chance au homard? S'il arrive à s'échapper, il passe par le caniveau, glisse dans les égouts et se laisse porter jusqu'à l'Atlantique. Bref, je mangerai dans le TGV. J'ai 50 euros sur moi, juste assez pour me payer un sandwich...

La radio en fond sonore « berce » mon trajet, quand tout à coup mon chauffeur me sort de mes réflexions.

« Voyez, m'sieur, ça, ça me scandalise. » N'écouter que de très loin la radio, j'essaie de comprendre ce qui le met dans un tel état : la victoire annoncée du FN dimanche? L'attaque terroriste à Tunis?

« Dire que la France est un pays de merde... Non, mais, sans déconner, qu'il dégage, Zlatan! »

Ah oui, Charlie, la commission de discipline de la LFP (Ligue de football professionnel) étudie en ce moment le cas de l'attaquant. Je te rappelle sa dernière sortie juste après Bordeaux-PSG du dimanche 15 mars.

« Ça fait quinze ans que je joue, je n'ai jamais vu un arbitre aussi nul

dans ce pays de merde. Ce pays ne mérite pas le PSG. »

Alors, en tant que Marseillais de base, je suis à moitié d'accord avec lui. Je rejoins son avis sur le fait que la France ne mérite pas le PSG. En effet, le PSG ne devrait pas jouer en France.

N'importe où, en Pologne, au Vatican même, mais pas ici. Comme ça, l'OM serait champion, et la vie serait tellement plus belle. À condition que Lyon joue aussi en Serbie...

Quant à savoir si la France est un pays de merde, là, il est un peu radical, Zlatan. En tout cas, selon les experts, il risque quatre matchs de suspension. Selon mon chauffeur de taxi, il mérite qu'on lui coupe les couilles et que... je t'épargne les détails de cette fine analyse ethno-juridique.

Cela dit, des couilles, il en aurait eu plus et il serait remonté dans mon estime de Marseillais s'il avait dit : « Le Qatar est un pays de merde. »

Ah oui, car, là, je pense que les autorités qatariennes auraient rejoint l'analyse de mon chauffeur de taxi.

Pour ce genre de trucs, là-bas... c'est pas quatre matchs qu'on lui aurait enlevés, mais quatre orteils.

Comme quoi, Zlatan, la France, c'est quand même bien, non?

Cool, en payant ma course, je viens de me rendre compte que j'ai 70 euros sur moi. En plus du sandwich, je pourrai me payer un Coca...

Peace.

Mathieu





LUZ & SARAH CONSTANTIN

CULTURE

SALON DU LIVRE. HOUELLEBECQ DÉDICACERA

SUR LE STAND DU FRONT NATIONAL.

CINÉ

RIEN POUR VOS YEUX

Big Eyes, de Tim Burton

Il a peint des quantités astronomiques de croûtes, toujours les mêmes, des portraits sucrés et vaguement tristounets d'enfants aux yeux disproportionnés et noirs comme des lacs d'ébène, qui furent assassinés par la critique, alors en plein trip moderne, mais plébiscités par le public, qui fit de lui l'une des stars du monde de l'art californien dans les années 1950 et 1960. Surtout, Walter Keane a eu l'intuition géniale que l'œuvre d'art, à l'heure de la reproductibilité technique et industrielle, dont il fut l'un des précurseurs, pouvait devenir un marché juteux via la vente de posters et autres produits dérivés. Et un écho inquiet, sans doute, à l'envahissant merchandising burtonien. Sauf que Keane n'a pas peint la moindre de ses toiles. C'est Margaret, sa femme, qui, en coulisse, accomplissait le travail avant que son imposteur de mari, peintre raté, n'y appose sa signature.

Un drôle de tandem, donc, la naïve peu émancipée et le bateleur doué, à elle le pinceau, à lui le service après-vente, et un pacte secret sur lequel le film ne dit rien : et si l'image de l'art, dont Keane fut un promoteur génial, était plus importante que l'art lui-même ? Et si le génie mensonger de Walter avait été, au fond, le carburant artistique de son épouse ?

La rencontre et la vie du couple Keane, le procès intenté par Margaret à Hawaï au début des années 1980 et la découverte du pot aux roses forment la trame du film, une trame que Burton suit avec paresse, sans entrain véritable, incapable de tirer les bons fils de cette histoire pourtant fascinante. Burton se laisse guider par les grimaces épuisantes de Christoph Waltz, qui, sans la direction rigoureuse de Tarantino (*Django Unchained*) ou de Polanski (*Carnage*), montre ici toutes ses limites et constitue même une force contre-productive du récit, puisqu'il empêche la magie, et donc l'empathie à l'égard du personnage, fût-il un imposteur, d'opérer. En face de lui, Amy Adams, en tailleur rose dans le rôle de la victime Margaret, se contente d'écarter les yeux devant les facéties de son partenaire.

Cela fait une bonne quinzaine d'années, depuis son remake pudding de *La Planète des singes*, que le réalisateur de *Beetlejuice* ne sait plus sur quelle planète il habite, perdu



entre des films de commande hollywoodiens sur lesquels il pose sa patte carnavalesque en pilote automatique, des expositions qui le sacrent comme artiste total (le MoMa puis la Cinémathèque), et des retours aux sources manqués. Car le sujet de *Big Eyes*, son potentiel, aurait été parfait pour le Burton de *Ed Wood*, mais bien trop grand pour celui de 2015, qui s'avère incapable d'embrasser les questions passionnantes que son film pose. Et qui ne l'intéressent visiblement pas. Quelle est la limite entre l'art et le kitsch ? Comment distinguer une image publicitaire d'une œuvre singulière ? Pourquoi Keane n'est-il pas David Hockney ou, du point de vue de sa femme, Georgia O'Keeffe ? Pour quelles raisons l'Amérique des années 1950, prise entre la paranoïa rouge et la mode Tiki, s'est-elle passionnée pour ces toiles étranges ?

Paresseux, Burton (et ses deux coscénaristes, déjà auteurs de *Ed Wood*, son film manifeste) enfle les vignettes pastel, suture le tout avec la voix off ridicule d'un journaliste du *New York Times* et cale son regard à la hauteur d'un enfant qui a décidé de ne rien comprendre au monde des adultes. Et le cadre réaliste du film n'y change rien : le plus mauvais peintre de tous les temps, peut-être, l'auteur de nanars picturaux indéfendables, sans doute, mais il manque à son Walter Keane une qualité (l'intégrité ? la croyance dans la magie de l'artisanat ?), voire une faille, qui en ferait autre chose qu'un VRP narcissique et antipathique.

Jean-Baptiste Thoret

L'ENVERS DU NET

MINORITY REPORT

Des « moyens à la hauteur des défis auxquels notre pays est confronté », des « limites gravées dans le marbre » et « plus de zone grise » : voilà comment Manuel Valls a présenté, jeudi dernier, le projet de loi sur le renseignement. Question moyens, on est servi : le texte donne aux services tout ce qui, jusque-là, était (légalement) réservé aux enquêtes judiciaires, micros, caméras, logiciels espions, balises de géolocalisation... Il y ajoute aussi ce que peu de monde, à part les concepteurs du texte, avait vu venir : un bizarre « dispositif » pour détecter automatiquement sur les réseaux les comportements suspects.

Ça vous a un petit air de « précrime », façon Philip K. Dick. Évidemment, les défenseurs des libertés sont aux cent coups. Les fournisseurs d'accès à Internet et les hébergeurs aussi, qui n'ont pas très envie de voir débarquer sur leurs réseaux des algorithmes secret-défense chargés de mouliner les données de leurs utilisateurs. Pas sûr que ça convainque non plus ceux qui pensent que les « trous » dans la prévention du terrorisme viennent surtout des services qui se marchent sur les pieds, du manque de moyens humains et de l'insuffisance d'analyse des données interceptées. Or, des données, il va y en avoir encore plus...

Alors, bien sûr, on pourra toujours objecter que, en confiant en permanence nos petites affaires à Google et ses petits copains de la Silicon Valley, on est déjà espionné et « détectés » en permanence. La différence, pas mince, c'est qu'on n'attend pas forcément de grosses boîtes privées qu'elles défendent par principe les libertés fondamentales, ce qu'on peut légitimement demander à un gouvernement. En mettant le pied dans la détection automatisée, le nôtre ouvre une boîte de Pandore dont il n'a jamais été prouvé qu'elle puisse éviter un attentat terroriste. Et qui ressemble bel et bien à de la pêche au filet.

Judith Millon

LIVRE

PAROLES D'ESCLAVES

Libres et sans fers.

Paroles d'esclaves français,

de Frédéric Régent, Gilda Gonfier et Bruno Maillard (Fayard), 2015, 300 p.



S'il est une parole absente de l'histoire, c'est bien celle des esclaves français : aucun récit, aucun témoignage direct, ne nous est parvenu. Pourtant, durant la première moitié du XIX^e siècle, et plus particulièrement à la veille de l'abolition (1848), des efforts ont été entrepris pour « humaniser » l'esclavage ;

des magistrats ont enquêté, des procès pour maltraitances se sont tenus, des esclaves ont témoigné, dévoilant ainsi avec leurs mots, passés au filtre des greffiers et chroniqueurs judiciaires, des fragments de leur vie. Trois historiens des Antilles et de La Réunion au temps des colonies ont eu l'heureuse idée d'exploiter ces sources inédites. L'ouvrage, très incarné, émouvant, bien mené, jette une lumière neuve sur la relation maîtres-esclaves, la cruauté inouïe des châtiements, les rares espaces de liberté (« jardin nègre », relations amoureuses, etc.), les solidarités serviles. Apparaît toute une galerie de personnages : Réville, l'enfant esclave, voleur par nécessité, qui tous les jours apporte de la paille à son père, injustement mis au cachot, malgré les souffrances qu'il endure lui-même (tortures, obligation de manger des excréments) ; Jean-Baptiste, le « commandeur » (équivalent du « kapo » dans le système servile), qui surveille près de 150 esclaves, accumule les compagnes et thésaurise en vue de racheter sa liberté (ce que son maître lui refuse finalement) ; ou Texier Lavalade, le propriétaire sadique, impitoyable au point que l'acte d'accusation le visant en 1847 évoque un « monument de discipline barbare » — et résume, en somme, l'essence du Code noir et du système colonial...

Laurent Joly



SON LIVRE « SOUMISSION »

► PAPIER BUVARD ROBERT McLIAM WILSON

COMMENT SAVOIR SI T'ES FOU

Deux choses m'inquiètent profondément. D'abord, tout le monde dit que le FN est en train de capter toutes les voix du prolétariat blanc. Or je suis prolétaire, et je suis blanc. Et puis, j'ai peur de perdre la tête. Il est fort possible que je sois dingue.

Ça fait des années que je n'ose plus lire les bios de grands dictateurs. Pas moyen. Déjà, rien que ce qu'ils prennent au p'tit déj me rappelle moi, mais tous ces glands partagent un terrible point commun. Hitler, Lénine, Staline, Mao et même le petit Napoléon : tous des romanciers ratés. Et, franchement, qui peut se lever à 11 heures du mat' et prétendre exercer un vrai métier ? Les romanciers et les dictateurs, voilà qui.

Tu vois ces types que tu croises dans la rue, hurlant sur les bagnoles et pissant dans leurs chaussures ? Moi, je me dis, hé, ils s'en sortent bien. Je n'ai jamais rencontré un schizophrène dont je ne me sente pas vaguement jaloux.

Du calme. Je ne suis pas psychotique. Je fais la différence entre le haut et le bas (même si les physiiciens des particules ont de mauvaises nouvelles pour nous sur le sujet). Je suis névrosé. J'ai tendance à penser que tout est de ma faute. Ah, et aussi que je suis la pire personne ayant jamais existé.

Mais je ne peux m'empêcher de penser qu'une petite névrose n'est pas le pire truc qui puisse t'arriver. Tous les gens que j'aime bien sont névrosés. En vérité, l'absence totale de névrose rend couillon. Parce que, si t'es pas névrosé, tu penses que t'es globalement une bonne idée. Et on sait tous quel genre de gens formidables et intéressants ça donne...

La névrose, c'est une petite voix persistante qui te répète combien t'es nul. C'est à peu près la même chose qu'une conscience (en plus encline à te susurrer que ton chien est plus malin que toi — et plus beau). Elle limite tes excès de satisfaction et les

monstrueuses conséquences de ta bonne humeur. Comme quand tu sauves quatre douzaines de charmantes têtes blondes d'un autocar en flammes sans pouvoir te sortir de la tête combien tu crains sur le dancefloor. Oui, oui, je viens de trouver le vaccin contre le cancer, mais t'as vu mes oreilles ?

Alors, oui, je suis un grand fan des névroses. Ça rend civique et à peu près supportable. Qui voudrait guérir quiconque de ça ? Une société sans névrose, c'est *La Planète des singes* (mais pas les gentils singes, les autres). Le pur règne de l'horreur par les convaincus-profonds et les inconditionnels-absolus.

Faut qu'on se calme. Accueillons nos névroses. Elles nous évitent de devenir d'inféquentables crétiens. On devrait leur lâcher les baskets, les inviter pour le thé.

Faites ce que je dis, pas ce que je fais. Moi, j'en fais trop, je vis dans la culpabilité et la honte. Ça fait plus de vingt ans que dans mes rêves je suis personnellement responsable de l'entière de la Seconde Guerre mondiale (sauf que, dans ma version, tout est carrément pire). Ouais, je suis plutôt atteint.

Et, malgré-putain-de-tout, je suis loin d'être assez cinglé pour croire que quiconque au FN se soucie de moi juste parce que je suis blanc. Les pires barjots ont leurs limites.

Regarde, t'aimes pas les immigrés, les musulmans ? Très bien. Pas de problème. On a tous droit à un hobby. Éclate-toi, fais un pique-nique. Mais, franchement, si tu penses que ces bas du front sont avec toi juste parce que tu n'appartiens à aucun de leurs groupes cibles... je suis un peu inquiet pour ta santé mentale.

En fait, merci le FN. Parce que, au moins, il me reste ce dernier truc vraiment trop taré. Même pour moi. Et ça, ça fait du bien. ■

MONTRES CONNECTÉES

« Au bilan du Mobile World Congress de Barcelone, qui a fermé ses portes la semaine dernière : les montres connectées. Des produits élégants, se rapprochant de la montre bijou traditionnelle... Avant, on regardait l'heure sur son smartphone, aujourd'hui on écoute son smartphone sur sa montre, qui mesure aussi les calories brûlées et le temps de sommeil. »

(i>Télé, 12 mars 2015)

— Bonjour, montre connectée.
— Bzzz... Bonjour, François. Bien dormi ? Pas la peine de répondre, je sais que non. Ton rythme cardiaque a été perturbé par une activité physique étrange, sur le coup de minuit, consistant en un mouvement frénétique du bassin, activité qui a duré douze minutes et dix-sept secondes et qui s'est traduite par la perte de bzzz... mille calories et de deux millilitres de semence à forte teneur en zinc et vitamine B12.

— C'est bien, comme moyenne, douze minutes ?

— Bzzz... C'est moyen, comme moyenne, c'est donc tout à fait dans la norme de progression qu'on s'était fixée dans le cadre du plan Vigi-préliminaires. Bravo, François, je te donne 10 points. Si tu passes à deux exercices du même genre par semaine, tu brûleras encore plus de calories pour ton bidon et tu recevras un bonus de 20 points, ce qui te permettra de passer au niveau Ouistiti de bronze.

— Je vais en parler à Julie. D'ici là, Conseil des ministres.

— Bzzz... Profites-en pour récupérer. Un peu de sommeil dans la journée fait baisser le taux de mauvais radicaux libres. Attends un peu, calcul en cours... Bzzz... Il est temps d'aller faire caca.

— Ah, merci, j'ai failli oublier ! Tu es

extraordinaire, montre. Les forces du progrès n'ont jamais été aussi efficaces que lorsque l'innovation, moteur de la technologie, les accompagne dans la péréquation quotidienne. Ah, la belle phrase. Je suis en forme ce matin. Tu as noté, j'espère?... Envoie-la en SMS à Julie, ça lui fait des sensations.

— Affirmatif. Bzzz... Je reçois un signal. C'est une vidéo en mode HD.

— Coucou, Julie!... Tu me vois?... Je te vois!... T'as reçu ma phrase ? T'es où?... Ben, moi aussi, figure-toi. Sur le pot!...

La qualité de l'écran est étonnante. Tiens, je te fais un bisou sur ton petit nez choupinou : smack, smack, smack.

— Bzzz... Identification présidentielle validée par test ADN salivaire. Vous venez d'activer

le mode guerre nucléaire. L'ennemi a été sélectionné d'après vos récents voyages et diverses considérations historiques : l'Allemagne. La force de dissuasion est en cours de déploiement. Première frappe dans dix, neuf, huit... Bzzz... Calcul en cours... Ton rythme cardiaque est devenu très élevé, François. Que se passe-t-il ? Si tu es constipé, tape 1. Si c'est une occlusion intestinale, tape 2. Si c'est un plug anal, tape 3. Si c'est le discours du Bourget, tape 4.

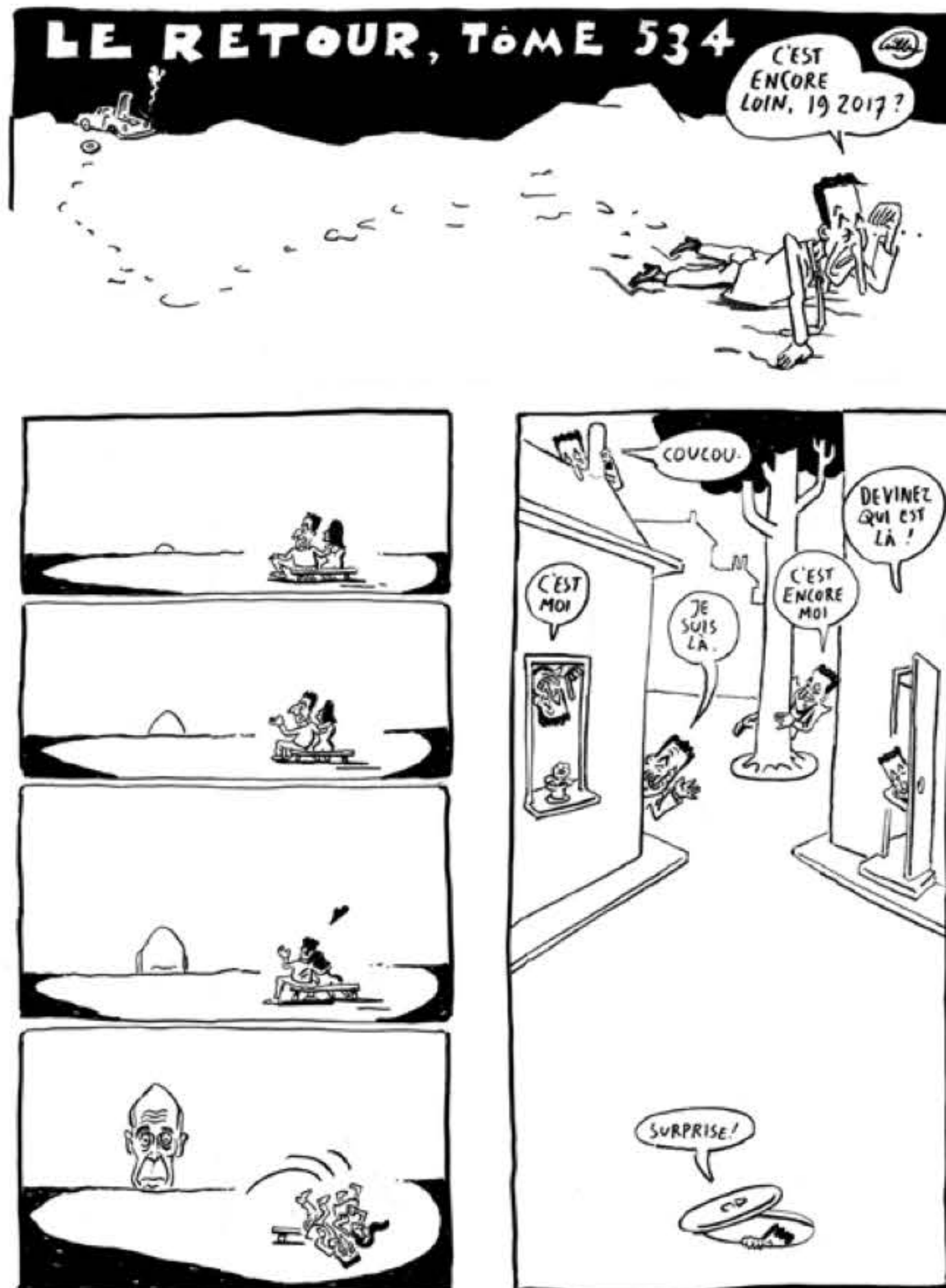
— Stop ! Gentille montre, écoute-moi, c'est le président de la République qui te parle.

— Bzzz... Mot de passe ?

— « Un deux trois quatre. » C'est pas ça ? « Élysée 2017. » Bon sang, je ne sais plus, Valls me l'a noté sur un Post-it. Julie, tu m'entends ? Cours vite chez Manuel, Julie...

— Bzzz... « Julie », le mot de passe est correct. Attaque de l'Allemagne reportée. Bzzz... Et maintenant, pour des neurones qui pètent la forme, faisons un test d'intelligence. ■

CHARLIE SHOPPING
IEGOR GRAN



LES PUCES

LUCE LAPIN



LES ANIMAUX SAUVAGES N'ONT PAS D'EXISTENCE

L'amendement déposé par la députée EELV Laurence Abeille au projet de loi sur la biodiversité prévoyait de donner un statut à la faune sauvage. Lundi 16 mars, l'Assemblée nationale a refusé de le leur accorder. Pierre Athanaze, président d'Action Nature, revient sur la pression exercée par les chasseurs.

En résumé, un animal sauvage n'est... rien ?

Si l'animal domestique a un statut, encore perfectible certes, paradoxalement, l'animal sauvage n'en a pas ! En droit français, il est *res nullius*, c'est-à-dire qu'un pigeon qui vole dans les cieux n'appartient à personne. Cependant, une fois tué par un chasseur, il lui appartient... Laurence Abeille, soutenue par Geneviève Gaillard (PS), rapporteure de la loi sur la biodiversité, a fait le forcing pour faire adopter cet amendement par la Commission du développement durable de l'Assemblée nationale.

Mais les chasseurs ont mis en route leur puissant lobbying et ont fait échec en première lecture à cette mesure de bon sens.

La chasse ne risque pourtant pas d'être interdite par nos courageux politiques de tout bord...

Si les chasseurs sont à ce point totalement opposés à ce que les animaux sauvages aient un statut, c'est que, en conséquence, ils seraient reconnus comme des êtres doués de sensibilité. Cela interdirait des modes de chasse particulièrement cruels comme la vénerie sous terre, les tendelles ainsi que bon nombre de pièges. Chaque année, sur les 30 millions d'animaux abattus durant la période de chasse, quelque 2 millions sont tués ainsi. Cette défaite liée au statut, pour triste qu'elle soit, a toutefois démontré qu'enfin des parlementaires français osent s'impliquer sur ce dossier. Ce changement de mentalités n'est pas encore suffisant, et les réactionnaires sont encore légion dans nos deux Assemblées pour défendre les loisirs archaïques qui refusent toute évolution de leurs pratiques et toute remise en question de leurs privilèges. On peut se réjouir de la fin annoncée de la chasse à la glu ainsi que de la chasse pendant la période de mise bas. C'est un bon signe pour l'avenir !

• Pierre Athanaze vient de publier *Le Retour du sauvage* aux éditions Buchet-Chastel. Pour la restauration d'espaces sauvages afin d'accueillir le loup, le lynx, le bison, l'esturgeon, le saumon...

• **Sur Action Nature, créée en 2003.** Cette association connaît un nouvel essor en incluant dans ses statuts sa volonté de participer au vaste mouvement européen du *rewilding* (accompagnement du retour des espèces sauvages disparues). Action Nature-France Rewilding, MRE, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. Un petit coup de pouce, sous la forme d'une adhésion : 25 euros.

• **Lévriers espagnols.** La saison de chasse à peine terminée, les rescapés arrivent en masse dans les refuges d'Espagne, débordés. Adoptez un galgo ou un podenco par l'intermédiaire du CREL, ou soyez famille d'accueil pour cette association. Son président, Jérôme Guillot : 06 70 34 39 11 (crel.fr).

• **Adoption : 06 16 58 99 07.** Beaucoup de demandes de province pour JASPER, bichon maltais, 4 mois et demi, mais rien d'arrêté. On attend vos appels, lecteurs d'Île-de-France ! Photo sur luce-lapin-et-copains.com

• **Procès gavage.** Les animaux sont maintenant doués de sensibilité, enfin pas tous. L214 (l214.com), qui avait porté plainte en février 2014 contre la société vendéenne de production de foie gras Ernest Soulard pour sévices graves infligés aux canards, vient d'être condamné aux dépens à 5 000 euros, et la société Soulard relaxée. SOS !

• **La semaine prochaine.** Dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril 1985, le « commando Greystoke », mené par Patrick Sacco (aujourd'hui président de Respectons, respectons.org), enleva 17 babouins du CNRS de Gif-sur-Yvette (91). Trente ans plus tard...



Marée du Siècle



ABONNEZ-VOUS À CHARLIE HEBDO

	PLEIN TARIF			TARIF RÉDUIT*		
	France	DOM et Europe	TOM et reste monde	France	DOM et Europe	TOM et reste monde
6 mois	55 €	65 €	77 €	45 €	55 €	67 €
1 an	96 €	116 €	140 €	76 €	96 €	120 €
2 ans	185 €	225 €	273 €	146 €	186 €	234 €

* Réservé aux étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, non imposables, retraités et personnes invalides. Sur présentation d'un justificatif (une photocopie suffit).

À retourner avec votre chèque à l'ordre des Éditions Rotative à
JE SUIS CHARLIE - B15000 - 60643 CHANTILLY Cedex
en indiquant sur papier libre vos noms, prénoms, et adresse d'expédition

CONTACTS ABONNEMENTS

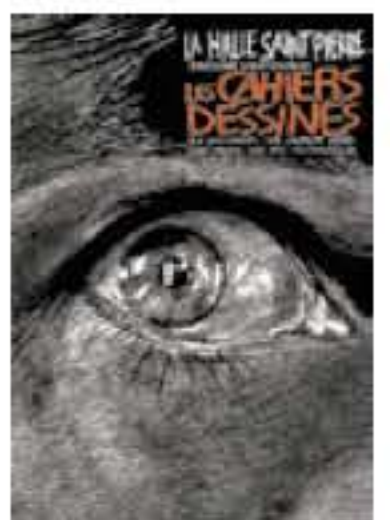
▶ charlie.abo@everial.com - tél. 03 44 62 52 94
▶ angelique.abo@charliehebdo.fr - tél. 01 42 76 19 60

Offre valable jusqu'au 30/06/2015

COPINAGE

Expo

Jusqu'au 14 août, la maison d'édition Les Cahiers dessinés expose, en partenariat avec la Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, 75018 Paris, 500 œuvres de 67 artistes internationaux. Des dessins classiques, de l'art brut ou des dessins d'humour.



Théâtre

« Voyages avec ma tante »

Claude Aufaure est tante Augusta. Il triomphe dans une pièce drôle et palpitante avec Jean-Paul Bordes, Dominique Daguer et Pierre-Alain Lelou. Un retraité casanier se fait rattraper par sa tante excentrique et volage, qui l'entraîne dans des aventures. Adaptée du roman de Graham Greene, cette pièce mérite le voyage dans ce sublime théâtre de la Pépinière.

Du mardi au samedi à 19 heures, au théâtre de la Pépinière, 7, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris.

« Ancien malade des hôpitaux de Paris »

Écrit par Daniel Pennac. Olivier Saladin interprète magistralement les médecins et les malades dans une nuit aux urgences d'un hôpital parisien. On s'y croirait ! Tout y est : la désinvolture entre les toubibs, leurs vanités, leurs humanités, leurs angoisses... C'est plein d'humour et nécessaire, comme un traitement d'urgence contre la morosité ! Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures, au théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, 75018 Paris.

CHARLIE HEBDO SARL de presse éditions Rotative RCS Paris B 388 541 336
CHARLIE HEBDO, 10, rue Nicolas-Apert, 75011 Paris Fondateur Cavanna
Directeur de la publication Riss Rédacteur en chef Gérard Biard Directeur artistique Luz
Comptabilité/finances Eric Portheault Gestion abonnements Angélique (0142761960)
Ventes en kiosques Véronique (0142761960) Dessinateurs 0176215297 Enquêtes
Laurent Léger Reporter Zineb El Rhazoui Science/écologie Antonio Fischetti
Secrétariat de rédaction Luce Lapin lucelapin@charliehebdo.fr Correction Frédéric
Grasser, Jean-Pascal Hanss, Luce Lapin Rédacteur en chef technique JL Wallet
Maquette Martine Rousseau Webmaster Simon Fieschi Relations presse/
courrier des lecteurs redaction@charliehebdo.fr Commission paritaire n° 0417C82683
ISSN 1240-0068 Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs. Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés

Abonnez-vous à



et profitez de libé
sur tous les supports
papiers et numériques



ÉCOLOGIE

ÉCLIPSE

"Quand le sage montre la lune,
l'État lui fait regarder son doigt"



LA POLLUTION, C'EST MAUVAIS POUR LA CROISSANCE

Le Sénat décide une commission d'enquête sur la pollution de l'air. Après des dizaines de rapports et d'études. Dans le même temps, l'État subventionne des recherches sur le moteur hybride diesel de Peugeot. Il faudrait agir, on blablate.

C'est une farce, et le fait qu'elle soit funèbre ajoute au spectacle. Après une semaine de tergiversations et de pics de pollution, la circulation alternée a finalement été mise en place lundi dernier en Île-de-France. En attendant des vents providentiels. La pollution qu'on appelle aux « particules fines » ne cesse, depuis le début de 2015, de dépasser le seuil d'alerte, celui qui envoie à l'hôpital les vieux et les souffreteux.

C'est dans ce cadre si joliment dessiné que nos inutiles sénateurs viennent de décider une inutile et grandiloquente « commission d'enquête sur le coût économique et financier de la pollution de l'air ». Les écolos de chez les pépères du palais du Luxembourg — au premier rang, la sénatrice EELV Leila Aïchi — sont parvenus à entraîner des élus de droite et de gauche et se vantent déjà d'avoir réussi une grande première. Car, en effet, disent-ils, « via Twitter, Facebook ou ce site, n'importe quel/le citoyen/ne pourra poser sa question à la commission ». On voit le grand progrès.

Mais la vérité est ailleurs, comme bien souvent. Les sénateurs redécouvrent la Lune pour la millième fois et voudraient faire croire que c'est la première. Pourtant, et même si les instruments de mesure sont ridiculement mal adaptés, les calculs — ceux des servants officiels de l'économie — sont accablants. En septembre 2012 par exemple, une étude de l'Institut de veille sanitaire (InVS) montrait que des mesures de réduction de la pollution de l'air permettraient d'économiser chaque année 5 milliards d'euros dans le périmètre de neuf villes. Et d'éviter 3 000 morts prématurées. Dans seulement neuf villes, rappelons-le.

En octobre 2013, un machin nommé Commissariat général au développement durable remettait le couvert. Le coût économique de la pollution de l'air était alors estimé entre 20 et 30 milliards d'euros par an en France. Avec à la clé cette surprise de pacotille : « Les concen-

trations des particules apparaissent particulièrement élevées à proximité du trafic routier. C'est pourquoi des actions publiques visent les transports routiers. »

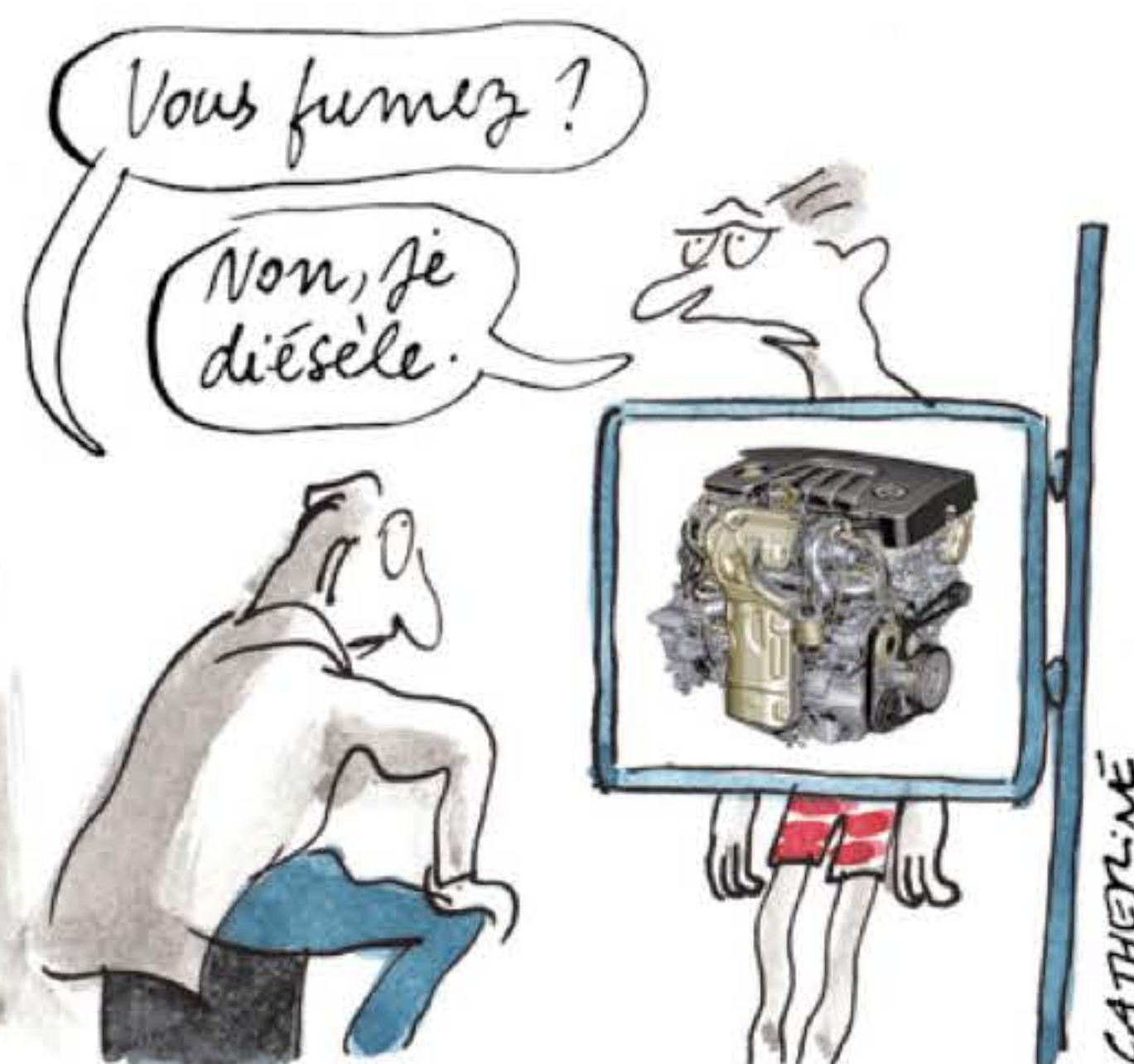
Évidemment, c'est là qu'il faut rire, car tout est parfaitement documenté depuis des lustres : l'un des pires contributeurs à la pollution de l'air s'appelle le diesel, cette merde infâme. Dès 1988, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), autorité mondiale dépendant de l'ONU, avait classé les particules émises par les diesels « cancérogènes probables », avant de les considérer comme « cancérogènes certains ».

LA MORT AU TRAIN DE SÉNATEUR

Mais qui s'en est soucié ? Dans ces mêmes années 1980, il s'agissait de sauver Peugeot, menacé alors par la concurrence japonaise. Or Peugeot — et son abruti de patron, Jacques Calvet — avait misé tout son avenir sur le moteur diesel, dont le groupe se glorifiait d'être le « leader mondial ». Et on a donc subventionné le cancer *made in Peugeot* pendant des décennies.

Est-ce que cela dure ? Bien sûr, pourquoi se gêner ? L'État a englouti ces dernières années des centaines de millions d'euros de subventions destinées aux moteurs hybrides diesel de Peugeot. En pure perte, car les marchés émergents, dont se gargarisent les empoisonneurs — la Chine en tête —, ne veulent pas entendre parler de diesel.

Les nigauds de l'industrie automobile s'en battent l'œil et le flanc gauche, bien entendu. On a même entendu le patron actuel de Peugeot, Carlos Tavares, déclarer début mars : « Nous pensons qu'il n'y a pas de raison scientifique de stigmatiser le diesel. » Ajoutant, sans recevoir pour autant de tarte pâtissière en pleine poire : « Le diesel est notre meilleur ami, puisque c'est lui



qui est le plus efficace [contre le dérèglement climatique, ndlr]. »

Le résultat des réjouissances, tout le monde le connaît : Paris a été, mercredi 18 mars, la ville la plus polluée parmi 60 grandes agglomérations du monde entier. Davantage que la folle Shanghai. Il est vrai, amis sénateurs au ventre rond, qu'il faudrait, pour éviter cela, s'attaquer enfin à l'industrie, ce qui ne sera pas demain la veille. Leur commission d'enquête ? On s'en tape.

Fabrice Nicolino

1. pollutionenquestions.wordpress.com



CHARLIE HEBDO LES COUVERTURES AUXQUELLES VOUS AVEZ ÉCHAPPÉ



ÉCONOMIE

Hidalgo favorable à l'Exposition universelle en 2025. Elle s'en fout, en 2025, Paris aura été racheté par le Qatar.

KULTUR

92 % des jeunes disent avoir lu un livre dans l'année. 100 % des électeurs du Front national disent n'avoir pas lu le programme du FN.

RÉVISIONNISME

Béziers donne à une rue le nom d'un putschiste de la guerre d'Algérie. Bientôt, la rue de Gaulle rebaptisée la rue Gégène.

DANGER PUBLIC

Seulement cinq sites Internet bloqués pour apologie du terrorisme. Comme par hasard, le site du FN n'en fait pas partie.

RETARDATAIRES

Chaque jour, 4 millions de Français regardent la télé en différé. Ceux qui ont raté à la télé Le Pen au second tour en 2002 se rattraperont avec la soirée électorale des départementales.

MALTRAITANCE

10 % des enfants français touchés par l'obésité. Au moins, ceux-là ne finiront pas séquestrés dans un placard.

MUSIQUE

Aznavor sort son 46^e album. Livré avec un Sonotone.

PAILLETTES

200 tonnes de drogue saisies par les douanes en 2014. Le show-biz menace de se délocaliser en Colombie si la police continue de s'en prendre à son outil de travail.

VOTE BRUN

L'abstention, premier parti de France. C'est toujours du temps de gagné en attendant que le FN supprime les élections.

SANTÉ

Un projet de loi contre l'anorexie des mannequins rejeté. La loi voulait obliger tous les mannequins qui veulent défilé à faire d'abord un stage chez Nutella.

FRANCE ÉTERNELLE

Paris plus polluée que Shanghai. Oui, mais ici la gastronomie et les microparticules sont les meilleures du monde.

BZZZZ

La production de miel divisée par trois en trente ans. Sarkozy dénonce l'application catastrophique des 35 heures chez les abeilles.

VOTRE ARGENT

Dassault avait oublié de déclarer des comptes en Suisse. Dassault, il est comme le nuage de Tchernobyl : sa déclaration d'impôt ne franchit pas les frontières de la Suisse.

LA RUMEUR INTERNET DE LA SEMAINE

Facebook interdit la diffusion d'exécutions d'otages. Sauf si les otages posent avec leur petit chat ou leur hamster.

